RAPPORT AUX ACTIONNAIRES

Période de trois mois close le 30 novembre 2013

FAITS SAILLANTS

(en milliers de dollars, sauf les pourcentages et les données par action)	Trimestres clos les 30 novembre 2013 $	2012 [2] $	Variation %
Activités			
Produits	**474 980**	327 911	44,9
Bénéfice opérationnel avant amortissements[1]	**211 522**	147 176	43,7
Marge opérationnelle[1]	**44,5 %**	44,9 %	—
Bénéfice opérationnel	**95 520**	75 210	27,0
Bénéfice de la période	**49 698**	42 113	18,0
Flux de trésorerie			
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	**63 110**	(280)	—
Flux de trésorerie liés aux opérations[1]	**153 264**	99 731	53,7
Acquisitions d'immobilisations corporelles, d'immobilisations incorporelles et d'autres actifs	**85 089**	82 833	2,7
Flux de trésorerie nets[1]	**68 175**	16 898	—
Intensité du capital[1]	**17,9 %**	25,3 %	—
Situation financière[3]			
Immobilisations corporelles	**1 842 190**	1 854 155	(0,6)
Total de l'actif	**5 249 288**	5 253 097	(0,1)
Endettement[4]	**2 991 147**	2 944 182	1,6
Capitaux propres	**1 381 635**	1 344 092	2,8
Données par action[5]			
Bénéfice par action			
De base	**1,02**	0,87	17,2
Dilué	**1,01**	0,86	17,4

(1) Les termes désignés n'ont pas de définition normalisée selon les Normes internationales d'information financière (les « IFRS »); par conséquent, ils peuvent ne pas être comparables avec des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique « Mesures financières non définies par les IFRS » du rapport de gestion.

(2) Les données comparatives ont été ajustées pour se conformer à l'adoption d'IAS 19, *Avantages du personnel*. Pour plus de détails, se reporter à la note 2 des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

(3) Au 30 novembre 2013 et au 31 août 2013.

(4) L'endettement est défini comme le total de l'endettement bancaire, du capital de la dette à long terme, du solde à payer relativement à un regroupement d'entreprises et des obligations en vertu des instruments financiers dérivés.

(5) Par action à droits de vote multiples et action subalterne à droit de vote.

RAPPORT DE GESTION

Période de trois mois close le 30 novembre 2013

ÉNONCÉS DE NATURE PROSPECTIVE

Le présent rapport de gestion contient des énoncés qui pourraient être de nature prospective au sens des lois sur les valeurs mobilières. Les énoncés prospectifs représentent de l'information ayant trait aux perspectives futures et aux événements, aux affaires, aux opérations, au rendement financier, à la situation financière ou aux résultats anticipés de Cogeco Câble et, dans certains cas, peuvent être introduits par des termes comme « pourrait », « sera », « devrait », « prévoir », « planifier », « anticiper », « croire », « avoir l'intention de », « estimer », « prédire », « potentiel », « continuer », « assurer » ou d'autres expressions de même nature à l'égard de sujets qui ne constituent pas des faits historiques. De manière plus précise, les énoncés concernant les résultats opérationnels et le rendement économique futurs de la Société, ainsi que ses objectifs et stratégies, représentent des énoncés prospectifs. Ces énoncés sont fondés sur certains facteurs et hypothèses, y compris en ce qui a trait à la croissance prévue, aux résultats opérationnels, au rendement ainsi qu'aux perspectives et aux occasions d'affaires, que Cogeco Câble juge raisonnables au moment de les formuler. Bien que la direction considère ces hypothèses comme raisonnables en fonction de l'information dont elle dispose au moment de les formuler, elles pourraient s'avérer inexactes. La Société avise le lecteur qu'en raison du ralentissement économique observé au cours des dernières années, les énoncés de nature prospective et les hypothèses sous-jacentes de la Société sont sujets à de plus grandes incertitudes et que, par conséquent, ils pourraient ne pas se réaliser ou les résultats pourraient différer de façon importante des attentes de la Société. Il est impossible pour Cogeco Câble de prédire avec certitude l'incidence que les incertitudes économiques actuelles pourraient avoir sur les résultats futurs. Les énoncés prospectifs sont aussi assujettis à certains facteurs, y compris les risques et incertitudes (décrits dans la rubrique « Incertitudes et principaux facteurs de risque » du rapport de gestion annuel de 2013 de la Société), qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement des prévisions actuelles de Cogeco Câble. Ces facteurs comprennent notamment les risques liés aux marchés et à la concurrence, à la technologie, aux développements sur le plan de la réglementation, aux charges opérationnelles, aux systèmes d'information, aux sinistres et aux autres éventualités, aux risques financiers liés aux besoins en capital, aux ressources humaines, à l'actionnaire détenant le contrôle et à la structure de détention, dont bon nombre sont indépendants de la volonté de la Société. En conséquence, les événements et résultats futurs pourraient être bien différents de ce que la direction prévoit actuellement. La Société invite le lecteur à ne pas s'appuyer outre mesure sur les renseignements de nature prospective maintenant ou à une quelque autre date. Bien que la direction puisse décider de le faire, rien n'oblige la Société à mettre à jour ni à modifier ces renseignements de nature prospective à tout moment, sauf si la loi l'exige.

Tous les montants sont exprimés en dollars canadiens, sauf indication contraire. Ce rapport devrait être lu conjointement avec les états financiers consolidés intermédiaires résumés et les notes afférentes de la Société pour le trimestre clos le 30 novembre 2013, préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (les « IFRS ») et avec le rapport de gestion compris dans le rapport annuel 2013 de la Société.

STRATÉGIES ET OBJECTIFS DE L'ENTREPRISE

Les objectifs de Cogeco Câble inc. (« Cogeco Câble » ou la « Société ») sont la prestation de services d'excellente qualité aux clients, l'amélioration de la rentabilité et la création de valeur pour les actionnaires. Pour atteindre ces objectifs, la Société a élaboré des stratégies axées sur l'élargissement de son offre de services, l'amélioration des services et des offres groupées de services existants, l'amélioration du réseau, de l'expérience client et des processus d'affaires ainsi que le maintien d'une gestion solide du capital et d'un contrôle rigoureux des dépenses. La Société mesure sa performance à l'égard de ces objectifs en surveillant son bénéfice opérationnel avant amortissements[(1)], sa marge opérationnelle[(1)], ses flux de trésorerie nets[(1)] et l'intensité du capital[(1)].

INDICATEURS DE RENDEMENT CLÉS

BÉNÉFICE OPÉRATIONNEL AVANT AMORTISSEMENTS ET MARGE OPÉRATIONNELLE

Pour le premier trimestre, le bénéfice opérationnel avant amortissements a augmenté de 43,7 % par rapport à la période correspondante de l'exercice 2013, pour s'établir à 211,5 millions $, et la marge opérationnelle a diminué, passant de 44,9 % à 44,5 %. L'augmentation du bénéfice opérationnel avant amortissements est principalement attribuable aux acquisitions d'Atlantic Broadband et de PEER 1 Network Enterprises, Inc. (« PEER 1 ») (les « acquisitions récentes ») qui ont été conclues à la fin du premier trimestre et au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2013, respectivement, ainsi qu'à l'amélioration des résultats financiers du secteur des Services de câblodistribution canadiens.

FLUX DE TRÉSORERIE NETS

Pour le trimestre clos le 30 novembre 2013, Cogeco Câble a déclaré des flux de trésorerie nets de 68,2 millions $, comparativement à 16,9 millions $ pour la période correspondante de l'exercice précédent, soit une hausse de 51,3 millions $. Cet écart est essentiellement attribuable à l'augmentation du bénéfice opérationnel avant amortissements expliquée précédemment, ainsi qu'à la diminution des frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition, partiellement contrebalancées par l'augmentation des charges financières résultant du niveau d'endettement plus élevé.

INTENSITÉ DU CAPITAL ET ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES, D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET D'AUTRES ACTIFS

Pour le premier trimestre de l'exercice 2014, les acquisitions d'immobilisations corporelles, d'immobilisations incorporelles et d'autres actifs se sont chiffrées à 85,1 millions $ par rapport à des produits de 475,0 millions $, pour une intensité du capital de 17,9 %, comparativement à 25,3 % à la période correspondante de l'exercice précédent. L'amélioration du ratio d'intensité du capital est principalement attribuable à l'achèvement d'une importante modernisation des réseaux du secteur des Services de câblodistribution canadiens au cours de l'exercice 2012 et au début de l'exercice 2013, partiellement contrebalancée par le report du calendrier de certaines initiatives. Pour plus de détails sur les dépenses d'investissement de la Société, se reporter à la rubrique « Analyse des flux de trésorerie ».

RÉSULTATS OPÉRATIONNELS ET FINANCIERS

RÉSULTATS OPÉRATIONNELS

Trimestres clos les 30 novembre *(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)*	**2013** **$**	2012[(1)(2)] $	Variation %
Produits	**474 980**	327 911	44,9
Charges opérationnelles	**253 949**	174 154	45,8
Honoraires de gestion – COGECO inc.	**9 509**	6 581	44,5
Bénéfice opérationnel avant amortissements	**211 522**	147 176	43,7
Marge opérationnelle	**44,5 %**	44,9 %	

(1) Les résultats opérationnels de la période close le 30 novembre 2012 excluent ceux des acquisitions récentes.
(2) Les données comparatives ont été ajustées pour se conformer à l'adoption d'IAS 19, *Avantages du personnel*. Pour plus de détails, se reporter à la note 2 des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

PRODUITS

Pour le premier trimestre de l'exercice 2014, les produits ont augmenté de 147,1 millions $, ou 44,9 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour atteindre 475,0 millions $. L'augmentation des produits est principalement attribuable aux résultats opérationnels découlant des acquisitions récentes, aux hausses tarifaires entrées en vigueur en juin 2013 dans le secteur des Services de câblodistribution canadiens, ainsi qu'à la croissance interne provenant des services de centre de données informatiques, des services de TI gérés et des services de connectivité dans le secteur des Services aux entreprises. Pour plus de détails sur les produits de la Société, se reporter à la rubrique « Résultats opérationnels sectoriels ».

(1) Les termes désignés n'ont pas de définition normalisée selon les IFRS; par conséquent, ils peuvent ne pas être comparables avec des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique « Mesures financières non définies par les IFRS ».

CHARGES OPÉRATIONNELLES ET HONORAIRES DE GESTION

Pour le premier trimestre de l'exercice 2014, les charges opérationnelles ont augmenté de 79,8 millions $, pour atteindre 253,9 millions $, soit une hausse de 45,8 % par rapport à l'exercice précédent. Ces charges opérationnelles additionnelles sont principalement imputables aux acquisitions récentes, contrebalancées en partie par les initiatives de réduction des coûts et les activités de restructuration qui ont eu lieu au quatrième trimestre de l'exercice 2013, au sein des Services de câblodistribution canadiens. Pour plus de détails sur les charges opérationnelles de la Société, se reporter à la rubrique « Résultats opérationnels sectoriels ».

Les honoraires de gestion payés à COGECO inc. se sont élevés à 9,5 millions $, soit une hausse de 44,5 % par rapport au montant de 6,6 millions $ payé à l'exercice 2013, qui résulte de la hausse des produits découlant des acquisitions récentes. Pour l'exercice 2014, les honoraires de gestion ont été fixés à un maximum de 9,7 millions $ (9,6 millions $ en 2013), montant qui devrait être payé au cours du premier semestre de l'exercice. Pour plus de détails sur les honoraires de gestion de la Société, se reporter à la rubrique « Transactions entre parties liées ».

BÉNÉFICE OPÉRATIONNEL AVANT AMORTISSEMENTS ET MARGE OPÉRATIONNELLE

Le bénéfice opérationnel avant amortissements a augmenté de 64,3 millions $, ou 43,7 %, au premier trimestre de l'exercice 2014 pour s'établir à 211,5 millions $, en raison des acquisitions récentes et de l'amélioration des résultats financiers de toutes nos unités d'exploitation. Au premier trimestre, la marge opérationnelle de Cogeco Câble a diminué, passant de 44,9 % à 44,5 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, principalement en raison des activités à marge moins élevée résultant de l'acquisition récente de PEER 1. Pour plus de détails sur le bénéfice opérationnel avant amortissements de la Société, se reporter à la rubrique « Résultats opérationnels sectoriels ».

CHARGES FIXES

Trimestres clos les 30 novembre	**2013**	2012[(1)]	Variation
(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)	**$**	$	%
Amortissements	**115 754**	64 666	79,0
Charges financières	**32 549**	15 714	—

(1) Les données comparatives ont été ajustées pour se conformer à l'adoption d'IAS 19, *Avantages du personnel*. Pour plus de détails, se reporter à la note 2 des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Pour le premier trimestre de l'exercice 2014, la dotation aux amortissements s'est établie à 115,8 millions $, comparativement à 64,7 millions $ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. La hausse résulte principalement des acquisitions récentes qui ont eu lieu à la fin du premier trimestre et au deuxième trimestre de l'exercice 2013, de sorte qu'aucune dotation aux amortissements liée à ces acquisitions n'était comptabilisée au premier trimestre de l'exercice 2013.

Pour le premier trimestre de l'exercice 2014, les charges financières ont augmenté de 16,8 millions $ pour s'établir à 32,5 millions $, comparativement à 15,7 millions $ pour l'exercice précédent, en raison des coûts de financement des acquisitions récentes.

IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT

Pour le premier trimestre de l'exercice 2014, la charge d'impôts sur le résultat s'est élevée à 13,3 millions $, comparativement à 17,4 millions $ pour l'exercice précédent. La baisse est principalement attribuable à l'augmentation des charges fixes, ainsi qu'à l'incidence favorable de la structure d'imposition liée aux acquisitions récentes, facteurs contrebalancés en partie par la hausse du bénéfice opérationnel avant amortissements.

BÉNÉFICE DE LA PÉRIODE

Pour la période close le 30 novembre 2013, le bénéfice s'est chiffré à 49,7 millions $, ou 1,02 $ par action, comparativement à 42,1 millions $, ou 0,87 $ par action, pour l'exercice 2013. La progression du bénéfice est essentiellement attribuable à l'augmentation du bénéfice opérationnel avant amortissements générée par les acquisitions récentes, partiellement contrebalancée par les charges fixes, tel qu'il a été expliqué précédemment.

STATISTIQUES SUR LES CLIENTS

	Consolidé	ÉTATS-UNIS	CANADA	Ajouts nets (pertes nettes) Trimestres clos les 30 novembre		% de pénétration[1] 30 novembre	
		30 novembre 2013		2013	2012[2]	2013	2012[2]
Unités de service primaire[4]	**2 464 932**	**489 430**	**1 975 502**	**(2 725)**	15 788[3]		
Clients du service de Télévision	**1 057 859**	**230 210**	**827 649**	**(9 093)**	(2 076)	**48,2**	52,1
Clients du service d'IHV	**848 897**	**180 640**	**668 257**	**10 452**	11 553[3]	**38,7**	39,4[3]
Clients du service de Téléphonie	**558 176**	**78 580**	**479 596**	**(4 084)**	6 311	**25,4**	28,9

(1) En pourcentage des foyers câblés.

(2) Les ajouts nets (pertes nettes) et les taux de pénétration pour l'exercice 2012 ne se rapportent qu'au secteur des Services de câblodistribution canadiens.

(3) Au cours du quatrième trimestre de l'exercice 2013, le nombre de clients du service d'Internet haute vitesse (« IHV ») a été ajusté à la hausse de façon rétroactive afin qu'il soit conforme aux pratiques du secteur et, par conséquent, le nombre d'unités de service primaire et le taux de pénétration ont aussi été ajustés.

(4) Représente la somme des clients des services de Télévision, d'IHV et de Téléphonie.

Le 30 novembre 2013, le nombre d'unités de service primaire a atteint 2 464 932, dont 1 975 502 proviennent du secteur des Services de câblodistribution canadiens et 489 430, du secteur des Services de câblodistribution américains. En ce qui a trait au secteur des Services de câblodistribution canadiens, le nombre d'unités de service primaire a diminué de 4 620 au cours du trimestre, comparativement à une augmentation de 15 788 pour la période correspondante de l'exercice précédent, principalement en raison de la maturité des catégories de service et de la concurrence beaucoup plus vive pour tous les services. Pour le secteur des Services de câblodistribution américains, le nombre d'unités de service primaire a augmenté de 1 895 au cours du trimestre, principalement en raison des services d'IHV additionnels, contrebalancés par de faibles pertes liées au service de Télévision. De façon consolidée, au premier trimestre de l'exercice 2014, les pertes nettes d'unités de service primaire se sont chiffrées à 2 725, comparativement à des ajouts nets de 15 788 à la période correspondante de l'exercice précédent. Au premier trimestre de l'exercice 2014, les pertes nettes de clients du service de Télévision se sont établies à 9 093, comparativement à 2 076; le nombre de clients du service d'IHV a augmenté de 10 452, comparativement à 11 553; et les pertes nettes du service de Téléphonie se sont établies à 4 084 clients, comparativement à des ajouts nets de 6 311 à la période correspondante de l'exercice 2013. Les ajouts nets pour le service d'IHV continuent d'être attribuables à l'amélioration de l'offre de produits et à l'incidence du trio de services. Pour plus de détails, se reporter aux statistiques sur les clients aux sections portant sur les Services de câblodistribution canadiens et les Services de câblodistribution américains de la rubrique « Résultats opérationnels sectoriels ».

TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

Cogeco Câble est une filiale de COGECO inc., qui détient 32,1 % des actions de participation de la Société, représentant 82,6 % des actions à droit de vote de la Société. Le 1er septembre 1992, Cogeco Câble a conclu une convention de gestion avec COGECO inc. en vertu de laquelle la société mère offre des services de direction, d'administration et de planification stratégique et financière, et des services juridiques, réglementaires et autres à la Société et à ses filiales (la « convention de gestion »). Ces services sont rendus par les hauts dirigeants de COGECO inc., y compris le président et chef de la direction, le premier vice-président et chef de la direction financière, le vice-président, affaires d'entreprises, chef des affaires juridiques et secrétaire, le vice-président, développement d'entreprise, la vice-présidente et trésorière, le vice-président, affaires publiques et communications et la vice-présidente, audit interne. Aucune rémunération directe n'est payable à ces hauts dirigeants par la Société. Cependant, la Société a attribué, au cours du premier trimestre de l'exercice 2014, 83 650 options sur actions (69 615 en 2013) à ces hauts dirigeants à titre de hauts dirigeants de Cogeco Câble. Au cours du premier trimestre de l'exercice 2014, la Société a facturé des montants de 94 000 $ (90 000 $ en 2013) à COGECO inc. relativement aux options sur actions de la Société qu'elle a attribuées à ces hauts dirigeants.

Au cours du premier trimestre de l'exercice 2014, la Société a aussi attribué 12 450 unités d'actions incitatives (12 005 en 2013) à ces hauts dirigeants à titre de hauts dirigeants de Cogeco Câble. Au cours du premier trimestre de l'exercice 2014, la Société a facturé un montant de 199 000 $ (107 000 $ en 2013) à COGECO inc. relativement aux unités d'actions incitatives qu'elle a attribuées à ces hauts dirigeants.

Aux termes de la convention de gestion, la Société paie à COGECO inc. des honoraires mensuels de gestion correspondant à 2 % du total de ses produits en contrepartie des services susmentionnés. Les frais de gestion sont assujettis à un ajustement annuel à la hausse en fonction de l'augmentation de l'indice des prix à la consommation du Canada. Cette limite peut être augmentée dans certaines circonstances, à la demande expresse de COGECO inc. Pour l'exercice 2014, les honoraires de gestion ont été fixés à un maximum de 9,7 millions $ (9,6 millions $ en 2013), montant qui devrait être payé au cours du premier semestre de l'exercice. Pour l'exercice 2013, les honoraires de gestion ont été complètement payés au cours du premier semestre de l'exercice. De plus, la Société rembourse à COGECO inc. les frais et débours engagés dans le cadre des services fournis aux termes de la convention de gestion.

Les détails concernant la convention de gestion, les options sur actions et les unités d'actions incitatives attribuées aux hauts dirigeants de COGECO inc. sont fournis dans le rapport annuel de 2013 de la Société.

Il n'y a eu aucune autre transaction significative entre parties liées au cours des périodes considérées.

ANALYSE DES FLUX DE TRÉSORERIE

Trimestres clos les 30 novembre	**2013**	2012[1]
(en milliers de dollars)	**$**	$
Activités opérationnelles		
Flux de trésorerie liés aux opérations	**153 264**	99 731
Variations des activités opérationnelles sans effet de trésorerie	**(86 704)**	(81 113)
Amortissement des frais de transaction différés et des escomptes sur la dette à long terme	**(1 842)**	(740)
Impôts sur le résultat versés	**(18 304)**	(42 533)
Charge d'impôts exigibles	**26 553**	25 091
Charges financières versées	**(42 406)**	(16 430)
Charges financières	**32 549**	15 714
	63 110	(280)
Activités d'investissement	**(84 660)**	(1 436 894)
Activités de financement	**8 307**	1 231 061
Incidence des variations des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie libellés en monnaies étrangères	**199**	—
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	**(13 044)**	(206 113)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début	**39 575**	215 391
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin	**26 531**	9 278

(1) Les données comparatives ont été ajustées pour se conformer à l'adoption d'IAS 19, *Avantages du personnel*. Pour plus de détails, se reporter à la note 2 des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES

Au premier trimestre de l'exercice 2014, les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles se sont établis à 63,1 millions $, comparativement aux flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles négatifs de 0,3 million $ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette hausse résulte de l'augmentation du bénéfice opérationnel avant amortissements, ainsi que de la diminution des frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition, partiellement contrebalancées par une augmentation des charges financières résultant du niveau d'endettement plus élevé lié aux acquisitions récentes.

ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT

REGROUPEMENT D'ENTREPRISES AU COURS DE L'EXERCICE 2013

Le 30 novembre 2012, la Société a conclu l'acquisition de toutes les actions en circulation d'Atlantic Broadband, un câblodistributeur indépendant fondé en 2003 offrant des services de Télévision numérique et analogique, d'IHV et de Téléphonie aux clients résidentiels et aux clients de petites et moyennes entreprises.

Au cours du premier trimestre de l'exercice 2014, la Société a finalisé la répartition du prix d'achat d'Atlantic Broadband, qui est demeurée inchangée depuis les derniers ajustements apportés au quatrième trimestre de l'exercice 2013. Par conséquent, la répartition finale du prix d'achat s'établit comme suit :

(en milliers de dollars)	**Finale $**
Contrepartie	
Versée	
Achat d'actions	**337 779**
Ajustements du fonds de roulement	**5 415**
Remboursement des dettes garanties	**1 021 854**
	1 365 048
Actifs nets acquis	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	**5 480**
Créances clients et autres débiteurs	**12 012**
Charges payées d'avance et autres	**1 370**
Impôts sur le résultat à recevoir	**3 907**
Immobilisations corporelles	**302 211**
Immobilisations incorporelles	**711 418**
Goodwill	**522 215**
Actifs d'impôts différés	**98 592**
Dettes fournisseurs et autres créditeurs pris en charge	**(27 620)**
Provisions	**(721)**
Produits différés et perçus d'avance et autres passifs pris en charge	**(7 697)**
Passifs d'impôts différés	**(256 119)**
	1 365 048

ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES, D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET D'AUTRES ACTIFS

Les activités d'investissement, dont les acquisitions d'immobilisations corporelles segmentées selon les normes établies par la *National Cable Television Association* (la « NCTA »), sont les suivantes :

Trimestres clos les 30 novembre	**2013**	2012
(en milliers de dollars)	**$**	$
Équipements à l'abonné[1]	**25 317**	19 700
Infrastructure graduelle[2]	**19 800**	32 614
Extensions de réseaux	**5 297**	2 929
Modernisation/reconstruction	**5 306**	3 511
Immobilisations de soutien	**3 981**	5 612
Acquisitions d'immobilisations corporelles – Services de câblodistribution[3]	**59 701**	64 366
Acquisitions d'immobilisations corporelles – Services aux entreprises[4]	**21 272**	13 826
Acquisitions d'immobilisations corporelles	**80 973**	78 192
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et d'autres actifs – Services de câblodistribution[3]	**3 678**	3 901
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et d'autres actifs – Services aux entreprises[4]	**438**	740
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et d'autres actifs	**4 116**	4 641
	85 089	82 833

(1) Comprennent principalement les appareils résidentiels ainsi que les remplacements et les nouveaux branchements de clients.
(2) Comprend principalement le matériel de tête de ligne, de vidéo numérique et de téléphonie ainsi que le matériel IHV.
(3) Les acquisitions d'immobilisations corporelles, d'immobilisations incorporelles et d'autres actifs au premier trimestre de l'exercice 2013 concernent uniquement le secteur des Services de câblodistribution canadiens.
(4) Les acquisitions d'immobilisations corporelles, d'immobilisations incorporelles et d'autres actifs au premier trimestre de l'exercice 2013 concernent uniquement Cogeco Services Réseaux et excluent donc celles de PEER 1.

Au premier trimestre de l'exercice 2014, les acquisitions d'immobilisations corporelles des Services de câblodistribution se sont établies à 59,7 millions $, une diminution de 7,2 % comparativement à 64,4 millions $ à la période correspondante de l'exercice 2013. Pour ce qui est du secteur des Services de câblodistribution canadiens, les acquisitions d'immobilisations corporelles se sont chiffrées à 48,8 millions $, une diminution de 15,6 millions $ comparativement à 64,4 millions $ à la période correspondante de l'exercice précédent. Pour ce qui est du secteur des Services de câblodistribution américains, les acquisitions d'immobilisations corporelles se sont établies à 10,9 millions $ au premier trimestre de l'exercice 2014.

Les diminutions dans le secteur des Services de câblodistribution incluaient principalement les facteurs suivants :

- une diminution des dépenses liées à l'infrastructure graduelle en raison du déploiement, à l'exercice 2012 et au début de l'exercice 2013, de technologies avancées comme DOCSIS 3.0 et la distribution vidéo numérique dans les régions où le service est déjà offert;
- une certaine diminution des dépenses d'investissement en raison de l'échéancier de certaines initiatives;
- en partie contrebalancées par une augmentation des équipements à l'abonné découlant principalement de la migration continue à la technologie numérique de forfaits analogiques dans le secteur des Services de câblodistribution américains.

Pour le premier trimestre de l'exercice 2014, les acquisitions d'immobilisations corporelles dans le secteur des Services aux entreprises se sont élevées à 21,3 millions $, soit une hausse de 53,9 % comparativement à 13,8 millions $ à l'exercice 2013. L'augmentation s'explique principalement par l'acquisition récente de PEER 1, par l'agrandissement des installations des centres de données informatiques à Toronto, au Canada, et à Portsmouth, en Angleterre, ainsi que par l'expansion de la fibre dans la région de Toronto dans le but de satisfaire aux commandes découlant de la demande des nouveaux clients.

Les acquisitions d'immobilisations incorporelles et d'autres actifs sont principalement attribuables aux coûts de rebranchement et d'activation de services additionnels ainsi qu'aux autres coûts d'acquisition de clients. Pour la période close le 30 novembre 2013, les acquisitions d'immobilisations incorporelles et d'autres actifs se sont élevées à 4,1 millions $, comparativement à 4,6 millions $ pour la période correspondante de l'exercice précédent.

FLUX DE TRÉSORERIE NETS ET ACTIVITÉS DE FINANCEMENT

Pour le premier trimestre, les flux de trésorerie nets se sont chiffrés à 68,2 millions $, ce qui représente une hausse de 51,3 millions $ par rapport à la période correspondante de l'exercice 2013. La hausse des flux de trésorerie nets par rapport à l'exercice précédent est attribuable à l'augmentation du bénéfice opérationnel avant amortissements généré par le secteur des Services de câblodistribution canadiens et aux acquisitions récentes ainsi qu'à la diminution des frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition, partiellement contrebalancées par l'augmentation des charges financières en raison d'un niveau d'endettement plus élevé découlant des acquisitions récentes.

Au cours du premier trimestre de l'exercice 2014, un niveau d'endettement plus élevé a généré une augmentation de la trésorerie de 27,8 millions $, principalement à la suite d'une hausse de 33,3 millions $ du crédit à terme renouvelable et d'une diminution de 4,2 millions $ de l'endettement bancaire.

Au premier trimestre de l'exercice 2013, un niveau d'endettement plus élevé a généré une augmentation de la trésorerie de 1,246 milliard $, principalement en raison du prélèvement sur le crédit à terme renouvelable d'un montant de 584,2 millions $ (588 millions $ US) et des nouvelles facilités d'emprunt à terme de 637,4 millions $ (660 millions $ US, pour un produit net de 641,5 millions $ US, déduction faite des frais de transaction de 18,5 millions $ US) visant à financer l'acquisition d'Atlantic Broadband.

Au cours du premier trimestre de l'exercice 2014, un dividende trimestriel de 0,30 $ par action a été payé aux porteurs d'actions subalternes à droit de vote et d'actions à droits de vote multiples, pour un total de 14,6 millions $, comparativement à un dividende trimestriel de 0,26 $ par action, ou 12,7 millions $, à l'exercice précédent.

Au 30 novembre 2013, le fonds de roulement déficitaire de la Société se chiffrait à 144,4 millions $, comparativement à 224,2 millions $ au 31 août 2013. La diminution de 79,8 millions $ de ce déficit est principalement attribuable à la baisse de 96,9 millions $ des dettes fournisseurs et autres créditeurs, contrebalancée en partie par une hausse de 8,7 millions $ des passifs d'impôts sur le résultat. Dans le cours normal de ses activités, Cogeco Câble maintient un fonds de roulement déficitaire en raison de créances clients peu élevées, puisqu'une grande partie des clients de la Société paient avant que les services ne soient rendus, contrairement aux dettes fournisseurs et autres créditeurs, qui sont payés lorsque les produits ont été livrés et les services rendus, ce qui permet à la Société d'utiliser la trésorerie et les équivalents de trésorerie pour réduire l'endettement.

Au 30 novembre 2013, la Société avait utilisé 608,6 millions $ de son crédit à terme renouvelable modifié et mis à jour de 800 millions $ pour une disponibilité restante de 191,4 millions $. Par ailleurs, deux filiales de la Société bénéficient également d'une facilité de crédit renouvelable de 106,2 millions $ (100 millions $ US) reliée à l'acquisition d'Atlantic Broadband, dont un montant de 21,8 millions $ (20,6 millions $ US) a été utilisé au 30 novembre 2013, pour une disponibilité restante de 84,4 millions $ (79,4 millions $ US).

SITUATION FINANCIÈRE

Les soldes de la « trésorerie et des équivalents de trésorerie », des « immobilisations corporelles », du « goodwill », des « dettes fournisseurs et autres créditeurs », des « passifs d'impôts sur le résultat » et de la « dette à long terme » ont considérablement changé depuis le 31 août 2013.

La diminution de 13,0 millions $ de la trésorerie et des équivalents de trésorerie et l'augmentation de 54,2 millions $ de la dette à long terme s'expliquent par les facteurs dont il a été fait mention précédemment à la rubrique « Analyse des flux de trésorerie », ainsi que par l'appréciation du dollar américain et de la livre sterling par rapport au dollar canadien. La diminution de 12,0 millions $ des immobilisations corporelles est principalement liée à l'excédent de la dotation à l'amortissement sur les acquisitions décrites à la rubrique « Analyse des flux de trésorerie », en partie contrebalancée par l'incidence de l'appréciation du dollar américain et de la livre sterling par rapport au dollar canadien. Le goodwill a augmenté de 11,1 millions $ par suite de l'appréciation du dollar américain et de la livre sterling par rapport au dollar canadien au cours du premier trimestre de l'exercice 2014. La diminution de 96,9 millions $ des dettes fournisseurs et autres créditeurs découle de l'échéancier des paiements faits aux fournisseurs, tandis que l'augmentation de 8,7 millions $ des passifs d'impôts sur le résultat est principalement imputable à l'excédent de la charge d'impôt exigible sur les impôts sur le résultat versés.

DONNÉES LIÉES AUX ACTIONS EN CIRCULATION

Le tableau suivant présente les données sur les actions de Cogeco Câble au 31 décembre 2013. Se reporter à la note 11 des états financiers consolidés intermédiaires résumés pour obtenir de plus amples renseignements.

	Nombre d'actions/d'options	Montant (en milliers de dollars)
Actions ordinaires		
Actions à droits de vote multiples	15 691 100	98 346
Actions subalternes à droit de vote	33 311 641	907 500
Options d'achat d'actions subalternes à droit de vote		
Options en circulation	890 121	
Options pouvant être exercées	338 767	

FINANCEMENT

Dans le cours normal de ses activités, Cogeco Câble a contracté des obligations financières principalement sous forme de dette à long terme, de contrats de location simple et de location-financement ainsi que de garanties. Les obligations de Cogeco Câble, décrites dans le rapport annuel de 2013, n'ont pas changé de façon significative depuis le 31 août 2013, à l'exception de ce qui suit.

Le 22 novembre 2013, la Société a modifié et mis à jour son crédit à terme renouvelable de 800 millions $ auprès d'un consortium de prêteurs. Ce crédit à terme renouvelable a été prolongé et arrivera à échéance le 22 janvier 2019. L'échéance peut être prolongée annuellement. Les modifications ont donné lieu à une réduction de la marge applicable pour le calcul du taux d'intérêt ainsi qu'à une réduction des restrictions prévues dans certaines clauses restrictives. Le crédit à terme renouvelable modifié et mis à jour a également remplacé les facilités de crédit garanties de Cogeco Câble dont l'échéance était le 27 janvier 2017, qui ont été entièrement remboursées le 22 novembre 2013. Ce crédit à terme renouvelable modifié et mis à jour est composé de deux tranches: une première tranche canadienne d'un montant de 788 millions $ et une seconde tranche du Royaume-Uni d'un montant de 12 millions $. La tranche canadienne est offerte en dollars canadiens, en dollars américains, en euros et en livres sterling et les taux d'intérêt sont fondés sur le taux des acceptations bancaires, le taux de base en dollars américains, le taux LIBOR en dollars américains, en euros ou en livres sterling, plus la marge applicable. La tranche du Royaume-Uni est offerte en livres sterling et les taux d'intérêt sont fondés sur le taux de base en livres sterling et le taux LIBOR en livres sterling. Le crédit à terme renouvelable est garanti indirectement par une charge de premier rang, fixe et générale, et une sûreté sur la quasi-totalité des biens personnels et réels, actuels et futurs et entreprises de quelque nature que ce soit de la Société et de certaines de ses filiales. De plus, il prévoit certaines affectations autorisées, y compris les obligations relatives à l'achat de biens, les obligations capitalisées existantes et l'octroi de toute sûreté par une entité avant qu'elle ne devienne une filiale, sous réserve d'un montant maximal. Les dispositions relatives à ce crédit prévoient des limites quant aux opérations et aux activités de la Société. De façon générale, les plus importantes restrictions visent les investissements autorisés, le versement de dividendes sur les actions à droits de vote multiples et sur les actions subalternes à droit de vote, ainsi que l'atteinte et le maintien de certains ratios financiers, principalement en ce qui a trait au bénéfice opérationnel avant amortissement, aux charges financières et au total de l'endettement.

GESTION FINANCIÈRE

La Société a conclu des conventions d'échange de devises croisées en vue de fixer les paiements d'intérêt et de capital sur les billets garantis de premier rang, série A, d'une valeur de 190 millions $ US venant à échéance le 1er octobre 2015. Ces conventions ont eu pour effet de convertir le taux nominal annuel américain de 7,00 % en taux d'intérêt annuel moyen de 7,24 % en dollars canadiens. Le taux de change applicable au capital de la dette a été fixé à 1,0625 $ pour un dollar américain. La Société a choisi d'appliquer la comptabilité de couverture des flux de trésorerie pour ces instruments financiers dérivés. Au cours du premier trimestre de l'exercice 2014, les montants dus en vertu des billets garantis de premier rang, série A, d'une valeur de 190 millions $ US, ont augmenté de 1,7 million $ en raison de l'appréciation du dollar américain par rapport au dollar canadien. La juste valeur de l'actif relatif aux conventions d'échange de devises croisées a augmenté d'un montant net de 2,0 millions $, dont une augmentation de 1,7 million $ a contrebalancé la perte de change sur la dette libellée en dollars américains. L'écart de 0,3 million $ a été comptabilisé à titre d'augmentation des autres éléments du résultat global. Au cours du premier trimestre de l'exercice 2013, les montants dus en vertu des billets garantis de premier rang, série A, d'une valeur de 190 millions $ US, ont augmenté de 1,5 million $ en raison de l'appréciation du dollar américain par rapport au dollar canadien. La juste valeur du passif relatif aux conventions d'échange de devises croisées a diminué d'un montant net de 1,1 million $, dont un montant de 1,5 million $ a contrebalancé la perte de change sur la dette libellée en dollars américains.

Par ailleurs, le 22 juillet 2013, Cogeco Câble a conclu des conventions d'échange de taux d'intérêt afin de fixer le taux d'intérêt sur une tranche de 200 millions $ US de ses emprunts fondés sur le taux LIBOR. Ces conventions ont eu pour effet de convertir le taux de base LIBOR variable en dollars américains en un taux fixe moyen de 0,39625 % jusqu'au 25 juillet 2015 en vertu de son crédit à terme renouvelable. La Société a choisi d'appliquer la comptabilité de couverture pour ces instruments financiers dérivés. La juste valeur de l'actif relatif aux conventions d'échange de taux d'intérêt a diminué d'un montant net de 0,9 million $, lequel a été comptabilisé à titre d'une diminution des autres éléments du résultat global au 30 novembre 2013.

De plus, l'investissement net de la Société dans des établissements à l'étranger est exposé au risque de marché imputable aux fluctuations du taux de change, principalement en ce qui a trait aux variations de la valeur du dollar canadien par rapport au dollar américain et à la livre sterling. Ce risque est réduit puisque la majeure partie du prix d'achat d'Atlantic Broadband et de PEER 1 a été empruntée directement en dollars américains et en livres sterling. Ces dettes ont été désignées comme élément de couverture des investissements nets dans des établissements à l'étranger. Au 30 novembre 2013, l'investissement net pour Atlantic Broadband et pour PEER 1 s'est élevé à 1,1 milliard $ US et à 70,7 millions £, alors que la dette à long terme désignée comme élément de couverture de ces investissements nets s'élevait à 853,0 millions $ US et à 56,7 millions £, respectivement. Le taux de change utilisé pour convertir en dollars canadiens les montants de l'état de la situation financière libellés en dollars américains et en livres sterling au 30 novembre 2013 s'établissait à 1,0620 $ pour un dollar américain et à 1,7383 $ pour une livre sterling. L'incidence d'une variation de 10 % du taux de change pour la conversion du dollar américain et de la livre sterling en dollar canadien ferait varier les autres éléments du résultat global d'approximativement 27,3 millions $.

Les taux moyens en vigueur au premier trimestre de l'exercice 2014 utilisés pour la conversion des résultats opérationnels des Services de câblodistribution américains et d'une partie des activités des Services aux entreprises s'établissaient à 1,0399 $ pour un dollar américain et à 1,6670 $ pour une livre sterling. Puisque les états financiers consolidés intermédiaires résumés de la Société sont exprimés en dollars canadiens, mais qu'une partie de ses activités sont exercées dans un contexte où le dollar américain et la livre sterling sont les monnaies de mesure, les fluctuations du taux de change peuvent avoir une incidence à la hausse ou à la baisse sur les résultats opérationnels de la Société.

Le tableau ci-dessous illustre l'incidence en dollars canadiens d'une augmentation de 10 % du taux de change moyen du dollar américain par rapport au dollar canadien sur les résultats opérationnels des Services de câblodistribution américains et du taux de change moyen du dollar américain et de la livre sterling par rapport au dollar canadien sur les résultats opérationnels des Services aux entreprises pour le trimestre clos le 30 novembre 2013.

	Services de câblodistribution américains		Services aux entreprises	
	Données présentées	Incidence du taux de change	Données présentées	Incidence du taux de change
(en milliers de dollars)	$	$	$	$
Produits	**92 549**	**9 255**	**73 372**	**3 550**
Charges opérationnelles	**50 019**	**5 002**	**45 481**	**2 554**
Bénéfice opérationnel avant amortissements	**42 530**	**4 253**	**27 891**	**996**
Frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition	**58**	**6**	**190**	**—**
Amortissements	**23 154**	**2 315**	**32 731**	**1 436**
Bénéfice opérationnel	**19 318**	**1 932**	**(5 030)**	**(440)**

La Société est également tributaire des taux de change, principalement de la variation de la valeur du dollar américain par rapport au dollar canadien en ce qui a trait aux acquisitions de certains équipements, lesquels sont achetés et par la suite payés en dollars américains.

DÉCLARATION DE DIVIDENDES

Au cours de sa réunion du 13 janvier 2014, le conseil d'administration de Cogeco Câble a déclaré un dividende déterminé trimestriel de 0,30 $ par action pour les actions à droits de vote multiples et les actions subalternes à droit de vote, payable le 10 février 2014 aux actionnaires inscrits en date du 27 janvier 2014. La déclaration, le montant et la date de tout dividende futur continueront d'être examinés et approuvés par le conseil d'administration de la Société, lequel fondera sa décision sur la situation financière, les résultats opérationnels et les besoins de trésorerie de la Société, ainsi que sur d'autres facteurs qu'il jugera pertinents, à son seul gré. Ainsi, rien ne garantit que des dividendes seront déclarés et, s'il y a déclaration de dividendes, le montant des dividendes et la fréquence de leur déclaration peuvent varier.

RÉSULTATS OPÉRATIONNELS SECTORIELS

La Société présente ses résultats opérationnels en trois secteurs opérationnels, soit les Services de câblodistribution canadiens, les Services de câblodistribution américains et les Services aux entreprises. La structure d'information reflète la façon dont la Société gère les activités de l'entreprise afin de prendre des décisions concernant les ressources devant être affectées à chaque secteur et d'évaluer leur performance.

SERVICES DE CÂBLODISTRIBUTION CANADIENS

STATISTIQUES SUR LES CLIENTS

		Ajouts nets (pertes nettes) Trimestres clos les 30 novembre		% de pénétration[1] 30 novembre	
	30 novembre 2013	**2013**	2012 [2]	**2013**	2012 [2]
Unités de service primaire	**1 975 502**	**(4 620)**	15 788		
Clients du service de Télévision	**827 649**	**(7 122)**	(2 076)	**49,3**	52,1
Clients du service d'IHV	**668 257**	**6 920**	11 553	**39,8**	39,4
Clients du service de Téléphonie	**479 596**	**(4 418)**	6 311	**28,6**	28,9

(1) En pourcentage des foyers câblés.

(2) Au cours du quatrième trimestre de l'exercice 2013, le nombre de clients du service d'IHV a été ajusté à la hausse de façon rétroactive afin qu'il soit conforme aux pratiques du secteur et, par conséquent, le nombre d'unités de service primaire et le taux de pénétration ont aussi été ajustés.

Les pertes nettes d'unités de service primaire pour le premier trimestre de l'exercice 2014 se sont chiffrées à 4 620, comparativement à des ajouts nets de 15 788 pour la période correspondante de l'exercice précédent, essentiellement en raison de la maturité des catégories de services, des offres concurrentielles et du resserrement de nos conditions d'admissibilité relatives aux clients. Pour le premier trimestre de l'exercice 2014, les pertes nettes de clients du service de Télévision se sont établies à 7 122, comparativement à 2 076 pour l'exercice précédent. Les pertes nettes de clients du service de Télévision sont essentiellement imputables aux offres promotionnelles des concurrents pour le service vidéo et au resserrement de nos contrôles du crédit des clients. Pour le premier trimestre de l'exercice 2014, les ajouts nets de clients du service d'IHV se sont établis à 6 920 et les pertes nettes du service de Téléphonie, à 4 418, comparativement à des ajouts nets de 11 553 et de 6 311, respectivement, pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent. Les ajouts nets pour le service d'IHV continuent d'être attribuables à l'amélioration de l'offre de produits, à l'incidence du trio de services de Télévision, d'IHV et de Téléphonie et aux activités promotionnelles.

Par ailleurs, au 30 novembre 2013, 68 % (66 % en 2012) des clients des Services de câblodistribution canadiens étaient abonnés à au moins deux services. La répartition des clients des Services de câblodistribution canadiens, en fonction du nombre de services auxquels ils sont abonnés, s'établit comme suit : 32 % des clients sont abonnés à un seul service (34 % en 2012), 32 % à un duo de services (30 % en 2012) et 36 % au trio (36 % en 2012).

RÉSULTATS OPÉRATIONNELS

Trimestres clos les 30 novembre	**2013**	2012 [1]	Variation
(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)	**$**	$	%
Produits	**309 519**	304 815	1,5
Charges opérationnelles	**155 173**	156 160	(0,6)
Bénéfice opérationnel avant amortissements	**154 346**	148 655	3,8
Marge opérationnelle	**49,9 %**	48,8 %	

(1) Les données comparatives ont été ajustées par suite de l'adoption d'IAS 19, *Avantages du personnel*. Pour plus de détails, se reporter à la note 2 des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Produits

Pour le premier trimestre de l'exercice 2014, les produits ont augmenté de 4,7 millions $, ou 1,5 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour atteindre 309,5 millions $. L'augmentation des produits est principalement attribuable aux hausses tarifaires qui sont entrées en vigueur en juin 2013 au Québec et en Ontario.

Charges opérationnelles

Pour le premier trimestre de l'exercice 2014, les charges opérationnelles ont diminué de 1,0 million $ par rapport à l'exercice précédent, pour atteindre 155,2 millions $, en raison des initiatives de réduction des coûts et de la restructuration du secteur des Services de câblodistribution canadiens.

Bénéfice opérationnel avant amortissements et marge opérationnelle

Le bénéfice opérationnel avant amortissements du premier trimestre de l'exercice 2014 a augmenté de 5,7 millions $, ou 3,8 %, pour atteindre 154,3 millions $, en raison d'une augmentation des produits conjuguée à une diminution des charges opérationnelles. La marge opérationnelle a augmenté pour s'établir à 49,9 % au premier trimestre, comparativement à 48,8 % pour la période correspondante de l'exercice précédent.

SERVICES DE CÂBLODISTRIBUTION AMÉRICAINS

Le 30 novembre 2012, la Société a conclu l'acquisition d'Atlantic Broadband, un câblodistributeur indépendant fondé en 2003 qui offre des services de Télévision numérique et analogique, ainsi que des services d'IHV et de Téléphonie. Atlantic Broadband exploite des réseaux de câblodistribution dans l'ouest de la Pennsylvanie, le sud de la Floride, au Maryland/Delaware et en Caroline du Sud.

STATISTIQUES SUR LES CLIENTS

		Ajouts nets (pertes nettes) Trimestres clos les 30 novembre		% de pénétration[1] 30 novembre	
	30 novembre 2013	**2013**	2012	**2013**	2012
Unités de service primaire	**489 430**	**1 895**	—		
Clients du service de Télévision	**230 210**	**(1 971)**	—	**44,5**	—
Clients du service d'IHV	**180 640**	**3 532**	—	**34,9**	—
Clients du service de Téléphonie	**78 580**	**334**	—	**15,2**	—

(1) En pourcentage des foyers câblés.

Les ajouts nets d'unités de service primaire au cours du premier trimestre de l'exercice 2014 se sont chiffrés à 1 895. Les pertes nettes de clients du service de Télévision se sont élevées à 1 971 en raison des offres concurrentielles. Les ajouts nets de clients du service d'IHV se sont établis à 3 532, en raison principalement de la hausse de la clientèle résidentielle du service d'IHV attribuable à une stratégie de marketing additionnelle ciblée portant sur les offres groupées, laquelle a donné lieu à l'augmentation de la demande globale en raison des offres de service Internet plus rapide, ainsi qu'en raison de la croissance du service d'IHV pour la clientèle commerciale. Le nombre de clients du service de Téléphonie a augmenté de 334, principalement en raison des offres groupées.

En outre, au 30 novembre 2013, 60 % (59 % en 2012) des clients des Services de câblodistribution américains étaient abonnés à au moins deux services. Au 30 novembre 2013, la répartition des clients des Services de câblodistribution américains, en fonction du nombre de services auxquels ils sont abonnés, s'établit comme suit : 40 % des clients sont abonnés à un seul service (41 % en 2012), 38 % à un duo de services (37 % en 2012) et 22 % au trio (22 % en 2012).

RÉSULTATS OPÉRATIONNELS

Trimestres clos les 30 novembre	**2013**	2012	Variation
(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)	**$**	$	%
Produits	**92 549**	—	—
Charges opérationnelles	**50 019**	—	—
Bénéfice opérationnel avant amortissements	**42 530**	—	—
Marge opérationnelle	**46,0 %**	—	

Au premier trimestre de l'exercice 2014, les produits ont atteint 92,5 millions $, en hausse par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2013, principalement en raison d'une augmentation des produits tirés du service d'IHV découlant d'une stratégie de marketing ciblée continue à l'égard de cette offre de service qui a généré une croissance de la clientèle du service d'IHV, ainsi que d'une augmentation des produits provenant de la clientèle commerciale par suite de l'expansion de la clientèle non résidentielle à l'aide de stratégies de marketing ciblées. Les charges opérationnelles du premier trimestre de l'exercice 2014 se sont élevées à 50,0 millions $ et le bénéfice opérationnel avant amortissements s'est élevé à 42,5 millions $, et, par conséquent, la marge opérationnelle s'est établie à 46,0 %.

SERVICES AUX ENTREPRISES

RÉSULTATS OPÉRATIONNELS

Trimestres clos les 30 novembre	**2013**	2012	Variation
(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)	**$**	$	%
Produits	**73 372**	23 500	—
Charges opérationnelles	**45 481**	13 682	—
Bénéfice opérationnel avant amortissements	**27 891**	9 818	—
Marge opérationnelle	**38,0 %**	41,8 %	

Produits

Au premier trimestre de l'exercice 2014, les produits se sont établis à 73,4 millions $, comparativement à 23,5 millions $ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette augmentation tient principalement à l'acquisition récente de PEER 1 au deuxième trimestre de l'exercice 2013 ainsi qu'à la croissance interne provenant des services de centre de données, des services de TI gérés et des services de connectivité.

Charges opérationnelles

Pour le premier trimestre de l'exercice 2014, les charges opérationnelles ont totalisé 45,5 millions $, comparativement à 13,7 millions $ pour la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation des charges opérationnelles découle essentiellement de l'acquisition de PEER 1 et de la croissance interne.

Bénéfice opérationnel avant amortissements et marge opérationnelle

Étant donné que les produits se sont accrus plus rapidement que les charges opérationnelles, le bénéfice opérationnel avant amortissements du premier trimestre de l'exercice 2014 s'est élevé à 27,9 millions $, comparativement à 9,8 millions $ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La marge opérationnelle a reculé pour s'établir à 38,0 %, contre 41,8 % pour le premier trimestre de l'exercice 2013, en raison des activités à marges moins élevées de PEER 1.

CONTRÔLES ET PROCÉDURES

Le président et chef de la direction et le premier vice-président et chef de la direction financière, de concert avec la direction, sont responsables d'établir et de maintenir des contrôles et procédures adéquats de communication de l'information et des contrôles internes à l'égard de l'information financière, comme il est défini dans le *Règlement 52-109*. Le cadre de contrôle interne de Cogeco Câble est fondé sur les critères publiés dans le rapport intitulé *Internal Control – Integrated Framework* du *Committee of Sponsoring Organizations de la Treadway Commission* et est conçu de façon à fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière et à la préparation des états financiers à des fins de publication selon les IFRS.

Après avoir évalué la conception des contrôles et procédures de communication de l'information et des contrôles internes à l'égard de l'information financière de la Société au 30 novembre 2013, le président et chef de la direction et le premier vice-président et chef de la direction financière, de concert avec la direction, ont conclu que ceux-ci étaient adéquats. De plus, aucun changement important n'a été apporté aux contrôles internes à l'égard de l'information financière au cours du trimestre clos le 30 novembre 2013, à l'exception de ce qui est décrit ci-dessous à l'égard de PEER 1.

Le 31 janvier 2013 et le 3 avril 2013, la Société a fait l'acquisition de la totalité des actions émises et en circulation de PEER 1. En raison de la courte période de temps écoulée entre ces dates d'acquisition et le 13 janvier 2014, soit la date de l'attestation, la direction n'a pas été en mesure de terminer son examen de la conception des contrôles internes à l'égard de l'information financière de cette acquisition récente. Au 30 novembre 2013, les risques étaient toutefois atténués, car la direction était pleinement informée de tous les faits importants touchant l'acquisition récente de PEER 1. De plus, tous les actifs et les passifs acquis ont été évalués et comptabilisés dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés dans le cadre du processus de répartition préliminaire du prix d'achat, et les résultats opérationnels de PEER 1 ont également été inclus dans les résultats consolidés de la Société. PEER 1 représente 10 % des produits, -15 % du bénéfice de la période, 15 % du total des actifs, 20 % des actifs courants, 15 % des actifs non courants, 8 % des passifs courants et 15 % des passifs non courants des états financiers consolidés intermédiaires résumés pour le trimestre clos le 30 novembre 2013. Au cours des prochains trimestres, la direction terminera son examen de la conception des contrôles internes à l'égard de l'information financière pour PEER 1 et évaluera son efficacité. De l'information financière concernant la répartition préliminaire du prix d'achat, les actifs acquis et les passifs pris en charge ainsi que d'autres informations concernant l'incidence des activités de PEER 1 sont présentées dans le rapport annuel de 2013 de la Société.

INCERTITUDES ET PRINCIPAUX FACTEURS DE RISQUE

Il n'y a eu aucun changement important dans les incertitudes et les principaux facteurs de risque auxquels est exposée la Société depuis le 31 août 2013, à l'exception de ce qui est mentionné ci-dessous. Une description détaillée des incertitudes et des principaux facteurs de risque auxquels est exposée Cogeco Câble figure dans le rapport annuel de 2013 disponible aux adresses <www.sedar.com> et <www.cogeco.ca>.

Le 24 octobre 2013, le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (le « CRTC ») a publié un avis de radiodiffusion invitant les Canadiens à exprimer leur point de vue sur l'avenir du système de télévision au Canada. La première phase de cette instance publique s'est terminée en décembre 2013 et la seconde phase aura lieu à l'hiver 2014. Cette consultation publique devrait entraîner des changements à la politique réglementaire concernant des aspects importants de la production, du financement et de la distribution du contenu de la programmation télévisuelle au Canada. À la suite de la publication de l'avis du CRTC visant à obtenir les commentaires du public, le gouvernement du Canada a publié, le 14 novembre 2013, un avis dans lequel il demande au CRTC, en vertu de l'article 15 de la *Loi sur la radiodiffusion*, de faire rapport sur le choix des chaînes de télévision d'ici le 30 avril 2014. Le rapport exigé sera axé expressément sur la question de la dissociation des chaînes de télévision, notamment sur les mesures que le CRTC entend prendre à cet égard. À l'heure actuelle, on ne sait pas quelles mesures le CRTC recommandera dans son rapport ni comment et quand ces mesures seront mises en œuvre. Celles-ci pourraient avoir une incidence importante sur les prix de gros et de détail des services de télévision offerts par Cogeco Câble et d'autres distributeurs canadiens de services de radiodiffusion terrestre et par satellite, dans l'éventualité où elles sont mises en œuvre et au moment où elles le seront.

Le 26 novembre 2013, Rogers Communications et la Ligue nationale de hockey (la « LNH ») ont annoncé la conclusion d'une entente globale de douze ans visant tous les droits multimédias et de diffusion nationaux relatifs aux matchs de la LNH sur toutes les plateformes et dans toutes les langues au Canada, à compter de la saison 2014-2015. Rogers Communications a également annoncé qu'elle avait conclu des ententes de sous-traitance distinctes avec CBC et TVA visant les droits de diffusion en langue anglaise de « Hockey Night in Canada » et tous les droits multimédias nationaux en langue française, respectivement. À l'heure actuelle, il est impossible d'évaluer l'incidence de cette entente à long terme sur les tarifs de gros et de détail relatifs à l'abonnement linéaire et aux services de programmation télévisuelle sur demande touchant les matchs de hockey de la LNH offerts par Cogeco Câble et d'autres distributeurs de services de radiodiffusion terrestre et par satellite, ni d'évaluer dans quelle mesure la consommation de la programmation sportive au Canada changera au cours des douze prochaines années par suite de l'entrée en vigueur des ententes de sous-traitance des droits de distribution visant les futurs matchs de hockey de la LNH.

DÉVELOPPEMENTS FUTURS EN MATIÈRE DE COMPTABILITÉ AU CANADA

Un certain nombre de nouvelles normes, d'interprétations et de modifications des normes actuelles publiées par *l'International Accounting Standards Board* (l'« IASB ») sont entrées en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2013 et ont été appliquées dans le cadre de la préparation des états financiers consolidés intermédiaires résumés pour le trimestre clos le 30 novembre 2013.

NOUVELLES NORMES COMPTABLES

La Société a adopté la nouvelle norme comptable suivante le 1er septembre 2013. L'incidence de l'application de cette norme est décrite à la note 2 des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

- Modifications d'IAS 19*, Avantages du personnel* – La principale différence apportée par la norme modifiée est que le taux de rendement prévu à long terme des actifs du régime ne sera plus utilisé pour calculer les coûts des régimes de retraite à prestations déterminées. Les concepts de « coût financier » et de « rendement attendu des actifs du régime » pris en compte dans les coûts des régimes de retraite à prestations déterminées sont remplacés par le concept d'« intérêts nets », lesquels sont calculés par l'application du taux d'actualisation au passif net ou à l'actif net. Les intérêts nets tiennent compte de l'incidence de la variation des contributions et des versements de prestations sur le passif net ou l'actif net au titre des prestations déterminées au cours de la période.

La Société a également adopté les normes suivantes au 1er septembre 2013, lesquelles n'ont eu aucune incidence sur les états financiers consolidés intermédiaires résumés.

- Modifications d'IFRS 7, *Instruments financiers : Informations à fournir*
- IFRS 10, *États financiers consolidés*
- IFRS 12, *Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités*
- IFRS 13, *Évaluation de la juste valeur*

MODIFICATIONS DES MÉTHODES ET DES ESTIMATIONS COMPTABLES CRITIQUES

Il n'y a eu aucun changement important dans les méthodes et dans les estimations comptables de Cogeco Câble de même que dans les prises de position comptable futures depuis le 31 août 2013. Une description des méthodes et des estimations comptables de la Société figure dans le rapport annuel de 2013, disponible aux adresses <www.sedar.com> et <www.cogeco.ca>.

MESURES FINANCIÈRES NON DÉFINIES PAR LES IFRS

Cette rubrique décrit les mesures financières non définies par les IFRS qu'utilise Cogeco Câble tout au long de ce rapport de gestion. Elle présente également un rapprochement de ces mesures financières non définies par les IFRS et des mesures financières les plus comparables définies par les IFRS. Ces mesures financières n'ont pas de définition normalisée prescrite par les IFRS et elles peuvent donc ne pas être comparables à des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés. Ces mesures comprennent les « flux de trésorerie liés aux opérations », les « flux de trésorerie nets », le « bénéfice opérationnel avant amortissements », la « marge opérationnelle » et l'« intensité du capital ».

FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS ET FLUX DE TRÉSORERIE NETS

La direction de Cogeco Câble et les investisseurs utilisent les flux de trésorerie liés aux opérations pour évaluer les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles, excluant l'incidence de la variation des activités opérationnelles sans effet de trésorerie, l'amortissement des frais de transaction différés et des escomptes sur la dette à long terme, les impôts sur le résultat versés, la charge d'impôts exigibles, les charges financières versées et les charges financières. Cette mesure permet à la Société d'isoler les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles de l'incidence des décisions en matière de gestion de la trésorerie. Les flux de trésorerie liés aux opérations sont ensuite utilisés dans le calcul des « flux de trésorerie nets », une mesure non définie par les IFRS. La direction de Cogeco Câble et les investisseurs utilisent les flux de trésorerie nets pour mesurer la capacité de celle-ci à rembourser sa dette, à distribuer des capitaux à ses actionnaires et à financer sa croissance.

Les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles constituent la mesure la plus comparable selon les IFRS. Le calcul des flux de trésorerie liés aux opérations est présenté ci-dessous :

Trimestres clos les 30 novembre	**2013**	2012[1]
(en milliers de dollars)	**$**	$
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	**63 110**	(280)
Variation des activités opérationnelles sans effet de trésorerie	**86 704**	81 113
Amortissement des frais de transaction différés et des escomptes sur la dette à long terme	**1 842**	740
Impôts sur le résultat versés	**18 304**	42 533
Charge d'impôts exigibles	**(26 553)**	(25 091)
Charges financières versées	**42 406**	16 430
Charges financières	**(32 549)**	(15 714)
Flux de trésorerie liés aux opérations	**153 264**	99 731

(1) Les données comparatives ont été ajustées par suite de l'adoption d'IAS 19, *Avantages du personnel*. Pour plus de détails, se reporter à la note 2 des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Le calcul des flux de trésorerie nets est présenté ci-dessous :

Trimestres clos les 30 novembre *(en milliers de dollars)*	**2013** **$**	2012[1] $
Flux de trésorerie liés aux opérations	**153 264**	99 731
Acquisition d'immobilisations corporelles	**(80 973)**	(78 192)
Acquisition d'immobilisations incorporelles et d'autres actifs	**(4 116)**	(4 641)
Flux de trésorerie nets	**68 175**	16 898

(1) Les données comparatives ont été ajustées par suite de l'adoption d'IAS 19, *Avantages du personnel*. Pour plus de détails, se reporter à la note 2 des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

BÉNÉFICE OPÉRATIONNEL AVANT AMORTISSEMENTS ET MARGE OPÉRATIONNELLE

La direction de Cogeco Câble et les investisseurs utilisent le bénéfice opérationnel avant amortissements afin d'évaluer la capacité de la Société à saisir les occasions de croissance de façon rentable, à financer ses activités courantes et à assurer le service de sa dette. Le bénéfice opérationnel avant amortissements correspond essentiellement aux flux de trésorerie liés aux opérations excluant l'incidence de la structure du capital choisie et il compte parmi les mesures clés utilisées par les milieux financiers pour évaluer une entreprise et sa santé financière. La marge opérationnelle est une mesure de la proportion des produits de la Société qui est disponible avant impôts sur le résultat pour payer les charges fixes, telles que les intérêts sur la dette. La marge opérationnelle se calcule en divisant le bénéfice opérationnel avant amortissements par les produits.

La mesure financière la plus comparable selon les IFRS est le bénéfice opérationnel. Le bénéfice opérationnel avant amortissements et la marge opérationnelle se calculent de la façon suivante :

Trimestres clos les 30 novembre *(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)*	**2013** **$**	2012[1] $
Bénéfice opérationnel	**95 520**	75 210
Amortissements	**115 754**	64 666
Frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition	**248**	7 300
Bénéfice opérationnel avant amortissements	**211 522**	147 176
Produits	**474 980**	327 911
Marge opérationnelle	**44,5 %**	44,9 %

(1) Les données comparatives ont été ajustées par suite de l'adoption d'IAS 19, *Avantages du personnel*. Pour plus de détails, se reporter à la note 2 des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

INTENSITÉ DU CAPITAL

La direction de Cogeco Câble et les investisseurs utilisent l'intensité du capital afin d'évaluer les dépenses d'investissement engagées par la Société pour maintenir un certain niveau de produits. Le ratio d'intensité du capital est défini comme le montant affecté aux acquisitions d'immobilisations corporelles, d'immobilisations incorporelles et d'autres actifs divisé par les produits.

L'intensité du capital se calcule de la façon suivante :

Trimestres clos les 30 novembre *(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)*	**2013** **$**	2012 $
Acquisition d'immobilisations corporelles	**80 973**	78 192
Acquisition d'immobilisations incorporelles et d'autres actifs	**4 116**	4 641
Total des dépenses d'investissement	**85 089**	82 833
Produits	**474 980**	327 911
Intensité du capital	**17,9 %**	25,3 %

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS TRIMESTRIELS SUPPLÉMENTAIRES

Trimestres clos le	30 novembre		31 août		31 mai		28 février		29 février
(en milliers de dollars, sauf les pourcentages et les données par action)	**2013**	2012 [2]	2013 [2]	2012	2013 [2]	2012	2013 [2]	2012	
	$	$	$	$	$	$	$	$	
Produits	**474 980**	327 911	470 386	324 768	464 497	319 771	429 672	317 735	
Bénéfice opérationnel avant amortissements	**211 522**	147 176	222 539	160 825	215 182	152 661	195 826	143 743	
Marge opérationnelle	**44,5 %**	44,9 %	47,3 %	49,5 %	46,3 %	47,7 %	45,6 %	45,2 %	
Bénéfice opérationnel	**95 520**	75 210	103 731	94 709	101 636	90 981	95 862	59 491	
Impôts sur le résultat	**13 273**	17 383	11 159	32 987	18 411	21 449	15 821	13 617	
Bénéfice de la période des activités poursuivies	**49 698**	42 113	43 870	45 705	48 079	53 159	50 833	31 086	
Bénéfice de la période des activités abandonnées	**—**	—	—	—	—	—	—	52 047	
Bénéfice de la période	**49 698**	42 113	43 870	45 705	48 079	53 159	50 833	83 133	
Bénéfice de la période attribuable aux propriétaires de la Société	**49 698**	42 113	43 870	45 705	47 877	53 159	51 035	83 133	
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	**63 110**	(280)	228 230	203 343	166 976	112 275	150 084	120 961	
Flux de trésorerie liés aux opérations	**153 264**	99 731	161 581	126 946	155 868	113 075	140 401	104 622	
Acquisitions d'immobilisations corporelles, d'immobilisations incorporelles et d'autres actifs	**85 089**	82 833	108 095	124 392	112 841	87 459	104 433	86 234	
Flux de trésorerie nets	**68 175**	16 898	53 486	2 554	43 027	25 616	35 968	18 388	
Intensité du capital	**17,9 %**	25,3 %	23,0 %	38,3 %	24,3 %	27,4 %	24,3 %	27,1 %	
Bénéfice par action[1]									
Des activités poursuivies et abandonnées									
De base	**1,02**	0,87	0,90	0,94	0,98	1,09	1,05	1,71	
Dilué	**1,01**	0,86	0,89	0,93	0,98	1,09	1,04	1,70	
Des activités poursuivies									
De base	**1,02**	0,87	0,90	0,94	0,98	1,09	1,05	0,64	
Dilué	**1,01**	0,86	0,89	0,93	0,98	1,09	1,04	0,63	
Des activités abandonnées									
De base	**—**	—	—	—	—	—	—	1,07	
Dilué	**—**	—	—	—	—	—	—	1,06	

(1) Par action à droits de vote multiples et action subalterne à droit de vote.
(2) Ces données ont été ajustées par suite de l'adoption d'IAS 19, *Avantages du personnel.*

SAISONNALITÉ

Les résultats opérationnels de Cogeco Câble ne sont généralement pas soumis à des variations saisonnières importantes, à l'exception de ce qui suit. Pour ce qui est des secteurs des Services de câblodistribution canadiens et américains, le nombre de clients du service de Télévision et du service d'IHV est généralement plus faible au second semestre de l'exercice en raison de la diminution de l'activité d'abonnements liée au début de la période des vacances, de la fin de la saison de télévision ainsi que du fait que les étudiants quittent les campus à la fin de l'année scolaire. Cogeco Câble offre ses services dans plusieurs villes comptant des universités ou des collèges, notamment Kingston, Windsor, St. Catharines, Hamilton, Peterborough, Trois-Rivières et Rimouski, au Canada, ainsi que dans la région de la Pennsylvanie et, dans une moindre mesure, en Caroline du Sud et au Maryland/Delaware, aux États-Unis. En ce qui concerne le secteur des Services de câblodistribution américains, la région de Miami est également assujettie à des variations saisonnières attribuables aux résidents qui passent l'hiver à Miami et qui retournent chez eux vers la fin du printemps, pour revenir à l'automne. De plus, la marge opérationnelle aux deuxième, troisième et quatrième trimestres est habituellement plus élevée étant donné que très peu ou aucuns honoraires de gestion ne sont versés à COGECO inc. En vertu d'une convention de gestion, Cogeco Câble verse des honoraires correspondant à 2 % du total de ses produits, sous réserve d'un montant maximal. Étant donné que le montant maximal devrait être atteint au deuxième trimestre de l'exercice 2014, Cogeco Câble ne devrait pas payer d'honoraires de gestion au second semestre de l'exercice. De même, puisque le montant maximal a été atteint au premier semestre de l'exercice 2013, Cogeco Câble n'a payé aucuns honoraires de gestion au second semestre de l'exercice précédent.

RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Ce rapport de gestion a été préparé le 13 janvier 2014. Des renseignements supplémentaires se rapportant à la Société, y compris sa notice annuelle, sont disponibles sur le site Web de SEDAR, à l'adresse www.sedar.com.

/s/ Jan Peeters
Jan Peeters
Le président du conseil,

/s/ Louis Audet
Louis Audet
Le président et chef de la direction,

Cogeco Câble inc.
Montréal (Québec)
Le 13 janvier 2014

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

Période de trois mois close le 30 novembre 2013

COGECO CÂBLE INC.
COMPTES CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES DE RÉSULTAT
(non audité)

(en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)	Trois mois clos les 30 novembre **2013** **$**	2012 $ (retraité, note 2)
Produits	**474 980**	327 911
Charges opérationnelles (note 5)	**253 949**	174 154
Honoraires de gestion - COGECO inc.	**9 509**	6 581
Frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition (note 3)	**248**	7 300
Amortissements (note 6)	**115 754**	64 666
Bénéfice opérationnel	**95 520**	75 210
Charges financières (note 7)	**32 549**	15 714
Bénéfice avant impôts sur le résultat	**62 971**	59 496
Impôts sur le résultat (note 8)	**13 273**	17 383
Bénéfice de la période	**49 698**	42 113
Bénéfice par action (note 9)		
De base	**1,02**	0,87
Dilué	**1,01**	0,86

COGECO CÂBLE INC.
ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES DU RÉSULTAT GLOBAL
(non audité)

	Trois mois clos les 30 novembre	
	2013	2012
(en milliers de dollars canadiens)	**$**	$
		(retraité, note 2)
Bénéfice de la période	**49 698**	42 113
Autres éléments du bénéfice global (de la perte globale)		
Éléments devant être ultérieurement reclassés en résultat net		
Ajustements au titre de la couverture des flux de trésorerie		
Variation nette de la juste valeur des instruments financiers dérivés de couverture	**1 119**	1 055
Variation nette de la juste valeur des instruments financiers dérivés de couverture reclassés à titre de charges financières	**(1 710)**	(1 501)
Charge d'impôts sur le résultat liée aux ajustements au titre de la couverture des flux de trésorerie	**(66)**	(52)
	(657)	(498)
Ajustements au titre de l'écart de change		
Écarts nets de change à la conversion d'investissements nets dans des établissements à l'étranger	**9 152**	—
Variation nette des ajustements latents à la conversion des dettes à long terme désignées comme éléments de couverture d'investissements nets dans des établissements à l'étranger	**(4 588)**	—
	4 564	—
Éléments ne devant pas être ultérieurement reclassés en résultat net		
Ajustements actuariels sur les régimes de retraite à prestations déterminées		
Réévaluation au titre des régimes de retraite à prestations déterminées	**1 074**	(273)
Économie (charge) d'impôts sur le résultat liée aux ajustements actuariels sur les régimes de retraite à prestations déterminées	**(289)**	74
	785	(199)
Autres éléments du bénéfice global (de la perte globale) de la période	**4 692**	(697)
Bénéfice global de la période	**54 390**	41 416

COGECO CÂBLE INC.
ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES
(non audité)

(en milliers de dollars canadiens)	Capital social $ (note11)	Réserve de rémunération fondée sur des actions $ (note 11)	Cumul des autres éléments du résultat global $ (note 12)	Bénéfices non distribués $ (retraité, note 2)	Total des capitaux propres $
Solde au 31 août 2012	992 164	9 749	3 105	183 413	1 188 431
Bénéfice de la période	—	—	—	42 113	42 113
Autres éléments de la perte globale de la période	—	—	(498)	(199)	(697)
Bénéfice global de la période	—	—	(498)	41 914	41 416
Émission d'actions subalternes à droit de vote en vertu du régime d'options sur actions	173	—	—	—	173
Rémunération fondée sur des actions	—	696	—	—	696
Rémunération fondée sur des actions comptabilisée précédemment à la réserve de rémunération fondée sur des actions pour les options exercées	60	(60)	—	—	—
Dividendes sur actions à droits de vote multiples	—	—	—	(4 080)	(4 080)
Dividendes sur actions subalternes à droit de vote	—	—	—	(8 583)	(8 583)
Acquisition d'actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu du régime d'unités d'actions incitatives	(2 222)	—	—	—	(2 222)
Distribution aux employés d'actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu du régime d'unités d'actions incitatives	1 348	(1 354)	—	6	—
Total des apports et distributions aux actionnaires	(641)	(718)	—	(12 657)	(14 016)
Solde au 30 novembre 2012	**991 523**	**9 031**	**2 607**	**212 670**	**1 215 831**
Solde au 31 août 2013	**992 673**	**10 884**	**20 254**	**320 281**	**1 344 092**
Bénéfice de la période	**—**	**—**	**—**	**49 698**	**49 698**
Autres éléments du bénéfice global de la période	**—**	**—**	**3 907**	**785**	**4 692**
Bénéfice global de la période	**—**	**—**	**3 907**	**50 483**	**54 390**
Émission d'actions subalternes à droit de vote en vertu du régime d'options sur actions	**3 323**	**—**	**—**	**—**	**3 323**
Rémunération fondée sur des actions	**—**	**1 371**	**—**	**—**	**1 371**
Rémunération fondée sur des actions comptabilisée précédemment à la réserve de rémunération fondée sur des actions pour les options exercées	**1 010**	**(1 010)**	**—**	**—**	**—**
Dividendes sur actions à droits de vote multiples	**—**	**—**	**—**	**(4 707)**	**(4 707)**
Dividendes sur actions subalternes à droit de vote	**—**	**—**	**—**	**(9 900)**	**(9 900)**
Acquisition d'actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu du régime d'unités d'actions incitatives	**(6 934)**	**—**	**—**	**—**	**(6 934)**
Distributions aux employés d'actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu du régime d'unités d'actions incitatives	**1 731**	**(1 711)**	**—**	**(20)**	**—**
Total des apports et distributions aux actionnaires	**(870)**	**(1 350)**	**—**	**(14 627)**	**(16 847)**
Solde au 30 novembre 2013	**991 803**	**9 534**	**24 161**	**356 137**	**1 381 635**

COGECO CÂBLE INC.
ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES DE LA SITUATION FINANCIÈRE
(non audité)

(en milliers de dollars canadiens)	**30 novembre 2013** **$**	31 août 2013 $
Actifs		
Actifs courants		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	**26 531**	39 575
Créances clients et autres débiteurs (note 15 A))	**88 541**	86 985
Impôts sur le résultat à recevoir	**17 364**	16 935
Charges payées d'avance et autres	**18 249**	13 338
	150 685	156 833
Actifs non courants		
Autres actifs	**10 452**	10 472
Immobilisations corporelles	**1 842 190**	1 854 155
Immobilisations incorporelles	**1 907 128**	1 910 993
Goodwill	**1 203 066**	1 192 015
Instruments financiers dérivés	**1 952**	833
Actifs d'impôts différés	**133 815**	127 796
	5 249 288	5 253 097
Passifs et capitaux propres		
Passifs		
Passifs courants		
Endettement bancaire	**8 991**	13 166
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	**164 178**	261 115
Provisions	**16 104**	12 550
Passifs d'impôts sur le résultat	**32 634**	23 924
Produits différés et perçus d'avance	**54 683**	55 079
Tranche à court terme de la dette à long terme (note 10)	**18 511**	15 190
	295 101	381 024
Passifs non courants		
Dette à long terme (note 10)	**2 927 929**	2 877 075
Produits différés et perçus d'avance et autres passifs	**21 070**	19 124
Passifs relatifs aux régimes de retraite et avantages du personnel	**4 409**	7 275
Passifs d'impôts différés	**619 144**	624 507
	3 867 653	3 909 005
Capitaux propres		
Capital social (note 11)	**991 803**	992 673
Réserve de rémunération fondée sur des actions	**9 534**	10 884
Cumul des autres éléments du résultat global	**24 161**	20 254
Bénéfices non distribués	**356 137**	320 281
	1 381 635	1 344 092
	5 249 288	5 253 097

COGECO CÂBLE INC.
TABLEAUX CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES DES FLUX DE TRÉSORERIE
(non audité)

	Trois mois clos les 30 novembre	
	2013	2012
(en milliers de dollars canadiens)	**$**	$
		(retraité, note 2)
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles		
Bénéfice de la période	**49 698**	42 113
Ajustements au titre des éléments suivants :		
Amortissements (note 6)	**115 754**	64 666
Impôts sur le résultat (note 8)	**13 273**	17 383
Charges financières (note 7)	**32 549**	15 714
Rémunération fondée sur des actions (note 11)	**1 440**	799
Perte (gain) à la cession et radiation d'immobilisations corporelles	**(262)**	1 386
Contributions au titre des régimes de retraite à prestations déterminées, déduction faite de la charge	**(1 928)**	(2 265)
	210 524	139 796
Variations des activités opérationnelles sans effet de trésorerie (note 13)	**(86 704)**	(81 113)
Impôts sur le résultat versés	**(18 304)**	(42 533)
Charges financières versées	**(42 406)**	(16 430)
	63 110	(280)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		
Acquisition d'immobilisations corporelles	**(80 973)**	(78 192)
Acquisition d'immobilisations incorporelles et autres actifs	**(4 116)**	(4 641)
Regroupement d'entreprise, déduction faite de la trésorerie et équivalents de trésorerie acquis (note 3)	**—**	(1 354 153)
Autres	**429**	92
	(84 660)	(1 436 894)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		
Augmentation (diminution) de l'endettement bancaire	**(4 175)**	24 914
Augmentation nette des facilités renouvelables	**33 339**	584 237
Émission de dette à long terme, déduction faite des escomptes et des frais de transaction	**—**	637 420
Remboursement de dette à long terme	**(1 398)**	(273)
Augmentation des frais de transaction différés	**(1 241)**	(525)
Émission d'actions subalternes à droit de vote (note 11)	**3 323**	173
Acquisition d'actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu du régime d'unités d'actions incitatives (note 11)	**(6 934)**	(2 222)
Dividendes sur actions à droits de vote multiples	**(4 707)**	(4 080)
Dividendes sur actions subalternes à droit de vote	**(9 900)**	(8 583)
	8 307	1 231 061
Incidence des variations des taux de change sur la trésorerie et équivalents de trésorerie libellés en monnaies étrangères	**199**	—
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	**(13 044)**	(206 113)
Trésorerie et équivalents de trésorerie, au début	**39 575**	215 391
Trésorerie et équivalents de trésorerie, à la fin	**26 531**	9 278

COGECO CÂBLE INC.
NOTES ANNEXES
30 novembre 2013
(non audité)
(les données des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les données par action)

NATURE DES ACTIVITÉS

Cogeco Câble inc. (la « Société » ou la « Société mère ») est une société ouverte canadienne inscrite à la Bourse de Toronto (« TSX »), dont les produits sont tirés, par l'entremise de ses filiales, des services de Télévision par câble, d'Internet haute vitesse (« IHV »), de Téléphonie, de technologie de l'information et d'infrastructure gérées et d'autres services de télécommunications fournis à ses clients résidentiels et commerciaux au Canada, aux États-Unis d'Amérique (« États-Unis »), au Royaume-Uni et en France (voir note 4 pour une decription détaillée des activités).

La Société est une filiale de COGECO inc., qui détient 32,1% des actions de participation de la Société, représentant 82,6% des votes liés aux actions à droit de vote de la Société.

Le siège social de la Société est situé au 5, Place Ville Marie, bureau 1700, Montréal (Québec) H3B 0B3.

1. BASE D'ÉTABLISSEMENT

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été préparés conformément à la Norme comptable internationale (« IAS ») 34, *Information financière intermédiaire,* et ne comprennent pas toute l'information qui doit être présentée dans les états financiers annuels. Certains renseignements et informations à fournir par voie de note qui figurent dans des états financiers annuels n'ont pas été présentés ou sont résumés lorsqu'ils ne sont pas considérés comme essentiels à la compréhension de l'information financière intermédiaire de la Société. Par conséquent, les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés doivent être lus conjointement avec les états financiers annuels de la Société de l'exercice 2013.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été préparés selon les mêmes méthodes comptables que la Société a adopté dans ses états financiers annuels consolidés de l'exercice 2013. Les méthodes comptables ont été appliquées systématiquement à travers toutes les périodes présentées dans les états financiers consolidés intermédiaires sauf indication contraire.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été préparés sur une base de continuité d'exploitation en utilisant le coût historique, sauf pour les instruments financiers dérivés et les régimes de rémunération fondée sur des actions réglés en trésorerie, qui ont été comptabilisés à leur juste valeur, et pour les passifs relatifs aux régimes de retraite et avantages du personnels, qui ont été comptabilisés à la valeur actualisée.

L'information financière est présentée en dollars canadiens, soit la monnaie fonctionnelle de Cogeco Câble inc.

Les résultats opérationnels pour la période intermédiaire ne sont pas nécessairement représentatifs des résultats opérationnels pour l'ensemble de l'exercice. La Société ne s'attend pas à ce que la nature saisonnière de ses activités soit un facteur significatif sur le plan des résultats trimestriels, hormis le fait que le nombre de clients du service de Télévision par câble et du service IHV est généralement plus faible au second semestre de l'exercice, en raison de la diminution de l'activité d'abonnements liée au début de la période des vacances, de la fin de la saison de télévision ainsi que du fait que les étudiants quittent les campus à la fin de l'année scolaire. De plus, la marge opérationnelle aux deuxième, troisième et quatrième trimestres est habituellement plus élevée étant donné que très peu ou aucuns honoraires de gestion ne sont versés à COGECO inc. Aux termes de la convention de gestion, la Société paie des honoraires de gestion correspondant à 2 % du total de ses produits sous réserve d'un montant maximal. Comme le montant maximal devrait être atteint au deuxième trimestre de l'exercice 2014, la Société ne s'attend pas à verser des honoraires de gestion au deuxième semestre de l'exercice 2014.

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été approuvés par le conseil d'administration de Cogeco Câble inc. lors de la réunion tenue le 13 janvier 2014.

2. DÉVELOPPEMENTS AU SUJET DES CONVENTIONS COMPTABLES

Tel que décrit à la note 3 des états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 août 2013, les normes suivantes publiées par l'*International Accounting Standard Board* (l'« IASB ») ont été adoptées par la Société le 1er septembre 2013 et, sauf sur indication contraire, n'ont pas d'impact sur la performance financière de la Société:

- Modifications de l'IFRS 7, *Instruments financiers: information à fournir*
- IFRS 10, *États financiers consolidés*
- IFRS 12, *Information à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités*
- IFRS 13, *Évaluation de la juste valeur*
- Modifications d'IAS 19 , *Avantages du personnel:* Relativement aux conventions comptables utilisées avant l'exercice 2014, pour les pratiques en matière de présentation et d'information à fournir, la principale différence résultant de la norme modifiée qui a un impact sur la Société est que le taux de rendement à long terme prévu des actifs des régimes ne sera plus utilisé pour calculer les charges au titre des régimes à prestations déterminées. Les notions d'«intérêts débiteurs» et de «rendement prévu des actifs des régimes» sont remplacés par la notion d'«intérêt net». L'intérêt net des régimes de retraite à prestations déterminées est le produit du surplus (déficit) des régimes multiplié par le taux d'actualisation. La norme modifiée ne prescrit pas dans les comptes consolidés de résultat la classification de la présentation du montant d'intérêt net des régimes de retraite à prestations déterminées. La Société a chosi d'inclure le montant d'intérêt ou de revenu net des régimes de retraite à prestations déterminées dans les charges financières.

  Selon les données historiques à long terme, le taux de rendement à long terme des actifs des régimes excédera le taux d'actualisation, et par conséquent, l'impact de la norme modifiée résulte en une diminution du bénéfice de la Société. L'écart entre le taux de rendement réel des actifs des régimes à prestations déterminées et le taux d'actualisation et l'incidence du plafond relatif aux actifs des régimes à prestations déterminées, le cas échéant, sont présentés dans les autres éléments du résultat global comme une réévaluation au titre des régimes de retraite à prestations déterminées.

La norme modifiée a été appliquée rétrospectivement pour les périodes présentées dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés. L'impact sur le bénéfice et les autres éléments du bénéfice global (de la perte globale) est le suivant:

	Trois mois clos le 30 novembre 2012		
	Précédemment présenté	Incidence d'IAS 19 modifiée	Actuellement présenté
	$	$	$
Charges opérationnelles			
Salaires, avantages du personnel et services impartis	51 261	(50)	51 211
Charges financières	15 600	114	15 714
Impôts sur le résultat	17 400	(17)	17 383
Benéfice de la période	42 160	(47)	42 113
Autres éléments du bénéfice global (de la perte globale)			
Réévaluation au titre des régimes de retraite à prestations déterminées	(337)	64	(273)
Économie (charge) d'impôts sur le résultat liée aux ajustements actuariels sur les régimes de retraite à prestations déterminées	91	(17)	74
Bénéfice par action			
De base	0,87	—	0,87
Dilué	0,86	—	0,86

3. REGROUPEMENT D'ENTREPRISES

REGROUPEMENT D'ENTREPRISES EN 2013

Le 30 novembre 2012, la Société a conclu l'acquisition de toutes les actions en circulation d'Atlantic Broadband, un câblodistributeur indépendant fondée en 2003 et qui compte près de 485 000 unités de service primaire et offrant des services de Télévision numérique et analogique, d'IHV et de Téléphonie. Cette acquisition est un intéressant point d'entrée sur le marché américain, offrant une augmentation significative des unités de service primaire à fort potentiel de croissance, un excellent réseau d'infrastructure de qualité ainsi que la possibilité pour les dirigeants de la Société de faire bénéficier de leur savoir-faire et de leur expérience opérationnelle. La transaction, qui est évaluée à 1,36 milliard $ US, a été financée au moyen d'une combinaison d'espèces, d'un prélèvement sur le crédit à terme renouvelable existant de la Société d'un montant approximatif de 588 millions $ US et d'emprunts totalisant 660 millions $ US aux termes d'un nouveau financement garanti sans recours d'Atlantic Broadband. Atlantic Broadband exploite des réseaux de câblodistribution dans l'ouest de la Pennsylvanie, au sud de la Floride, au Maryland/Delaware et en Caroline du Sud.

Au cours du premier trimestre de l'exercice 2014, la Société a finalisé la répartition du prix d'achat de l'acquisition d'Atlantic Broadband, qui est demeurée inchangée de celle présentée dans les états financiers annuels consolidés de l'exercice 2013. En conséquence, la répartition finale du prix d'achat est comme suit:

	Finale $
Contrepartie	
Versée	
Achat d'actions	**337 779**
Ajustements du fonds de roulement	**5 415**
Remboursement des dettes garanties	**1 021 854**
	1 365 048
Actifs net acquis	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	**5 480**
Créances clients et autres débiteurs	**12 012**
Charges payées d'avance et autres	**1 370**
Impôts sur le résultat à recevoir	**3 907**
Immobilisations corporelles	**302 211**
Immobilisations incorporelles	**711 418**
Goodwill	**522 215**
Actifs d'impôts différés	**98 592**
Dettes fournisseurs et autres créditeurs pris en charge	**(27 620)**
Provisions	**(721)**
Produits différés et perçus d'avance pris en charge	**(7 697)**
Passifs d'impôts différés	**(256 119)**
	1 365 048

4. SECTEURS OPÉRATIONNELS

Le bénéfice de la période de la Société est présenté en trois secteurs opérationnels: les services de câblodistribution canadiens, les services de câblodistribution américains et les services aux entreprises.

Les secteurs des services de câblodistribution canadiens et américains fournissent, principalement à une clientèle résidentielle au Canada et aux États-Unis, une vaste gamme de services de Télévision, de services IHV et de Téléphonie. Le secteur des services de câblodistribution canadiens et américains fournissent également aux petites et moyennes entreprises des solutions d'affaires, ce qui comprend des services de réseautage de données, d'Ethernet, d'hébergement Web, d'accès IHV et de voix sur IP.

Le secteur des services aux entreprises fournit par le biais de ses centres de données informatiques, des services de co-implantation, des services d'hébergement gérés et dédiés, des services de techonologie de l'informatique gérés, des services d'informatique en nuage et des services de connectivité aux petites, moyennes et grandes entreprises et à la clientèle du secteur public fournis par l'entremise de ses réseaux optiques détenus en propriété exclusive. Ce secteur fournit également des services de connectivité Ethernet à large bande de haute performance aux entreprises de télécommunications. Les activités liées au secteur des services aux entreprises sont exercées au Canada, aux États-Unis et en Europe, principalement au Royaume-Uni.

La Société évalue le rendement de chaque secteur selon le bénéfice opérationnel par secteur. Les charges financières et les impôts sur le résultat sont gérés sur une base consolidée totale et, par conséquent, ils ne sont pas reflétés dans les résultats sectoriels. Les éliminations intersectorielles et autres éliminent toutes transactions intersociétés comprises dans les résultats de chaque secteur et incluent les activités du siège social. Les transactions entre les secteurs sont évaluées à la valeur établie entre les parties.

	Trois mois clos le 30 novembre 2013				
	Services de câblodistribution canadiens	Services de câblodistribution américains	Services aux entreprises	Éliminations intersectorielles et autres	Consolidé
	$	$	$	$	$
Produits	**309 519**	**92 549**	**73 372**	**(460)**	**474 980**
Charges opérationnelles	**155 173**	**50 019**	**45 481**	**3 276**	**253 949**
Honoraires de gestion – COGECO inc.	**—**	**—**	**—**	**9 509**	**9 509**
Frais d'intérgration, de restructuration et d'acquisition	**—**	**58**	**190**	**—**	**248**
Amortissements	**59 869**	**23 154**	**32 731**	**—**	**115 754**
Bénéfice (perte) opérationnel(le)	**94 477**	**19 318**	**(5 030)**	**(13 245)**	**95 520**
Charges financières					**32 549**
Impôts sur le résultat					**13 273**
Bénéfice de la période					**49 698**
Immobilisations corporelles	**1 145 165**	**312 210**	**384 815**	**—**	**1 842 190**
Immobilisations incorporelles	**993 442**	**739 222**	**174 464**	**—**	**1 907 128**
Goodwill	**4 662**	**558 103**	**640 301**	**—**	**1 203 066**
Acquisition d'immobilisations corporelles	**48 762**	**10 939**	**21 272**	**—**	**80 973**
Acquisition d'immobilisations incorporelles et autres actifs	**3 249**	**429**	**438**	**—**	**4 116**

Le tableau suivant présente certaines données géographiques pour la période close le 30 novembre 2013:

	Canada	États-Unis	Europe	Total
	$	$	$	$
Produits	**346 936**	**119 643**	**8 401**	**474 980**
Immobilisations corporelles	**1 398 894**	**388 807**	**54 489**	**1 842 190**
Immobilisations incorporelles	**1 081 370**	**812 489**	**13 269**	**1 907 128**
Goodwill	**313 087**	**823 504**	**66 475**	**1 203 066**

	Trois mois clos le 30 novembre 2012				
	Services de câblodistribution canadiens	Services de câblodistribution américains	Services aux entreprises	Éliminations intersectorielles et autres	Consolidé
	$	$	$	$	$
	(retraité, note 2)				(retraité, note 2)
Produits[1]	304 815	—	23 500	(404)	327 911
Charges opérationnelles	156 160	—	13 682	4 312	174 154
Honoraires de gestion - COGECO inc.	—	—	—	6 581	6 581
Frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition	—	7 300	—	—	7 300
Amortissements	53 766	—	10 900	—	64 666
Bénéfice (perte) opérationnel(le)	94 889	(7 300)	(1 082)	(11 297)	75 210
Charges financières					15 714
Impôts sur le résultat					17 383
Bénéfice de la période					42 113
Immobilisations corporelles[2]	1 153 287	317 086	383 782	—	1 854 155
Immobilisations incorporelles[2]	993 352	737 312	180 329	—	1 910 993
Goodwill[2]	4 662	553 373	633 980	—	1 192 015
Acquisition d'immobilisations corporelles	64 366	—	13 826	—	78 192
Acquisition d'immobilisations incorporelles et autres actifs	3 901	—	740	—	4 641

(1) Pour la période de trois mois close le 30 novembre 2012, les produits par marché géographique étaient tous au Canada.

(2) Au 31 août 2013.

Le tableau suivant présente certaines données géographiques au 31 août 2013:

	Canada	**États-Unis**	**Europe**	**Total**
	$	**$**	**$**	**$**
Immobilisations corporelles	1 409 760	394 359	50 036	1 854 155
Immobilisations incorporelles	1 085 762	812 280	12 951	1 910 993
Goodwill	313 087	816 526	62 402	1 192 015

5. CHARGES OPÉRATIONNELLES

	Trois mois clos les 30 novembre	
	2013	2012
	$	$
		(retraité, note 2)
Salaires, avantages du personnel et services impartis	**75 250**	51 211
Coûts de prestations de service[1]	**138 569**	92 374
Coûts liés aux clients[2]	**17 615**	12 078
Autres achats externes[3]	**22 515**	18 491
	253 949	174 154

(1) Comprend le coût des équipements vendus, les coûts liés au contenu et à la programmation, les paiements à d'autres entreprises de télécommunications, les dépenses liées aux centres informatiques, les frais de franchise et les coûts de réseau.
(2) Comprend les frais de publicité et de marketing, les frais de vente, les frais de facturation, les créances irrécouvrables et les frais de recouvrement.
(3) Comprend les frais de bureau relatifs aux immeubles, les honoraires professionnels, les frais liés au Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (« CRTC ») et d'autres frais d'administration.

6. AMORTISSEMENTS

	Trois mois clos les 30 novembre	
	2013	2012
	$	$
Immobilisations corporelles	**99 234**	59 354
Immobilisations incorporelles	**16 520**	5 312
	115 754	64 666

7. CHARGES FINANCIÈRES

	Trois mois clos les 30 novembre	
	2013	2012
	$	$
		(retraité, note 2)
Intérêts sur la dette à long terme	**31 738**	16 038
Pertes nettes (gains nets) de change	**(628)**	17
Amortissement des frais de transaction différés	**423**	399
Coûts d'emprunt capitalisés[1]	**(773)**	(841)
Autres	**1 789**	101
	32 549	15 714

(1) Pour la période close le 30 novembre 2013, le taux d'intérêt moyen utilisé pour la capitalisation des coûts d'emprunt était de 4,5% (6% en 2012).

8. IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT

	Trois mois clos les 30 novembre	
	2013	2012
	$	$
		(retraité, note 2)
Exigibles	**26 553**	25 091
Différés	**(13 280)**	(7 708)
	13 273	17 383

Le tableau suivant présente le rapprochement entre la charge d'impôts sur le résultat selon les taux d'impôt sur le résultat fédéral et provinciaux réglementaires du Canada et la charge d'impôts sur le résultat consolidée :

	Trois mois clos les 30 novembre	
	2013	2012
	$	$
		(retraité, note 2)
Bénéfice avant impôts sur le résultat	**62 971**	59 496
Taux d'impôt sur le résultat combiné	**27,43%**	26,34%
Charge d'impôts sur le résultat au taux d'impôt sur le résultat combiné	**17 273**	15 671
Ajustements liés aux pertes ou aux bénéfices assujettis à des taux d'imposition inférieurs ou supérieurs	**96**	(402)
Incidences fiscales provenant d'investissements dans des établissements à l'étranger	**(4 571)**	—
Impôts sur le résultat découlant des dépenses non déductibles	**148**	2 110
Autres	**327**	4
Charge d'impôts sur le résultat selon le taux d'imposition effectif	**13 273**	17 383

9. BÉNÉFICE PAR ACTION

Le tableau suivant présente un rapprochement entre le bénéfice par action de base et dilué :

	Trois mois clos les 30 novembre	
	2013	2012
	$	$
		(retraité, note 2)
Bénéfice de la période attribuable aux propriétaires de la Société	**49 698**	42 113
Nombre moyen pondéré d'actions à droits de vote multiples et d'actions subalternes à droit de vote en circulation	**48 695 634**	48 660 896
Incidence des options sur actions dilutives[(1)]	**166 692**	92 053
Incidence des unités d'actions incitatives dilutives	**240 032**	153 493
Nombre moyen pondéré dilué d'actions à droits de vote multiples et d'actions subalternes à droit de vote en circulation	**49 102 358**	48 906 442
Bénéfice par action		
De base	**1,02**	0,87
Dilué	**1,01**	0,86

(1) Pour la période de trois mois close le 30 novembre 2013, 380 454 options sur actions (344 435 en 2012) ont été exclues du calcul du bénéfice par action dilué, étant donné que le prix d'exercice des options était supérieur à la moyenne du prix des actions subalternes à droit de vote.

10. DETTE À LONG TERME

	Échéance	Taux d'intérêt %	**30 novembre 2013 $**	31 août 2013 $
Société mère				
Crédit à terme renouvelable [a]				
Facilité de crédit renouvelable du Canada				
Emprunt renouvelable - 238 millions $ US (206 millions $ US au 31 août 2013)	Janvier 2019	1,88 [1] [2]	**252 756**	216 918
Emprunt renouvelable	Janvier 2019	2,97	**254 621**	219 561
Emprunt renouvelable - 52,6 millions £	Janvier 2019	2,19	**91 435**	—
Facilité de crédit renouvelable du Royaume-Uni - 4,1 millions £	Janvier 2019	2,20	**7 127**	—
Facilités de crédit garanties [a]				
Facilité de crédit renouvelable				
Emprunt renouvelable – 52,2 millions £	—	—	**—**	85 180
Emprunt renouvelable – 21,9 millions $ US	—	—	**—**	23 061
Facilité de crédit renouvelable du Royaume-Uni – 3,4 millions £	—	—	**—**	5 548
Billets garantis de premier rang				
Série A – 190 millions $ US	Octobre 2015	7,00 [3]	**201 143**	199 349
Série B	Octobre 2018	7,60	**54 686**	54 672
Billets garantis de premier rang – 215 millions $ US	Juin 2025	4,30	**226 832**	224 872
Débentures garanties de premier rang série 2	Novembre 2020	5,15	**198 724**	198 686
Débentures garanties de premier rang série 3	Février 2022	4,93	**198 418**	198 379
Débentures garanties de premier rang série 4	Mai 2023	4,18	**297 052**	296 989
Débenture non garantie de premier rang	Mars 2018	5,94	**99 838**	99 829
Billets non garantis de premier rang – 400 millions $ US	Mai 2020	4,88	**417 518**	413 674
Filiales				
Facilités de crédit de premier rang				
Facilité d'emprunt à terme A - 190 millions $ US	Novembre 2017	2,29 [1]	**197 205**	195 193
Facilité d'emprunt à terme B - 415,8 millions $ US (416,85 millions $ US au 31 août 2013)	Novembre 2019	3,25 [1]	**426 611**	423 528
Facilité de crédit renouvelable - 19,5 millions $ US (33 millions $ US au 31 août 2013)	Novembre 2017	2.29 [1]	**20 709**	34 749
Contrats de location-financement	Janvier 2015	3.34 [4]	**1 765**	2 077
			2 946 440	2 892 265
Moins : tranche à court terme			**18 511**	15 190
			2 927 929	2 877 075

(1) Taux d'intérêt sur la dette, incluant la marge applicable.
(2) Les conventions d'échange de taux d'intérêt ont donné lieu à un taux d'intérêt effectif de 2,15% au 30 novembre 2013, sur un montant notionnel de 200 millions $ US, incluant la marge applicable.
(3) Les conventions d'échange de devises croisées ont donné lieu à un taux d'intérêt effectif de 7,24% sur l'équivalent en dollars canadiens de la dette libellée en dollars américains.
(4) Moyenne pondérée des taux d'intérêts sur les contrats de location-financement.

a) Le 22 novembre 2013, la Société a modifié et mis à jour son crédit à terme renouvelable de 800 millions $ auprès d'un consortium de prêteurs. Ce crédit à terme renouvelable a été prolongé et viendra à échéance le 22 janvier 2019. L'échéance peut être prolongée annuellement. Les modifications ont donné lieu à une réduction de la marge applicable pour le calcul du taux d'intérêt ainsi qu'à une réduction des restrictions prévues dans certaines clauses restrictives. Le crédit à terme renouvelable modifié et mis à jour a également remplacé les facilités de crédit garanties de Cogeco Câble dont l'échéance était le 27 janvier 2017, qui ont été entièrement remboursées le 22 novembre 2013. Ce crédit à terme renouvelable modifié et mis à jour est composé de deux tranches: une première tranche canadienne d'un montant de 788 millions $ et une seconde tranche du Royaume-Uni d'un montant de 12 millions $. La tranche canadienne est offerte en dollars canadiens, en dollars américains, en euros et en livres sterling et les taux d'intérêt sont fondés sur le taux des acceptations bancaires, le taux de base en dollars américains, le taux LIBOR en dollars américains, en euros ou en livres sterling, plus la marge applicable. La tranche du Royaume-Uni est offerte en livres sterling et les taux d'intérêt sont fondés sur le taux de base en livres sterling et le taux LIBOR en livres sterling. Le crédit à terme renouvelable est garanti indirectement par une charge de premier rang, fixe et générale, et une sûreté sur la quasi-totalité des biens personnels et réels, actuels et futurs et entreprises de quelque nature que ce soit de la Société et de certaines de ses filiales. De plus, il prévoit certaines affectations autorisées, y compris les obligations relatives à l'achat de biens, les obligations capitalisées existantes et l'octroi de toute sûreté par une entité avant qu'elle ne devienne une filiale, sous réserve d'un montant maximal. Les dispositions relatives à ce crédit prévoient des limites quant aux opérations et aux activités de la Société. De façon générale, les plus importantes restrictions visent les investissements autorisés, le

versement de dividendes sur les actions à droits de vote multiples et sur les actions subalternes à droit de vote, ainsi que l'atteinte et le maintien de certains ratios financiers, principalement en ce qui a trait au bénéfice opérationnel avant amortissement, aux charges financières et au total de l'endettement.

11. CAPITAL SOCIAL

A) AUTORISÉ

Nombre illimité :

Actions privilégiées de catégorie A, sans droit de vote, rachetables en tout temps au gré de la Société et du porteur au prix de 1 $ l'action, à dividende préférentiel cumulatif en espèces au taux de 11 % de leur prix de rachat par année.

Actions privilégiées de catégorie B, sans droit de vote, pouvant être émises en série.

Actions à droits de vote multiples, 10 votes par action.

Actions subalternes à droit de vote, 1 vote par action.

B) ÉMIS ET PAYÉ

	30 novembre 2013	31 août 2013
	$	$
15 691 100 actions à droits de vote multiples	**98 346**	98 346
33 311 641 actions subalternes à droit de vote (33 205 623 au 31 août 2013)	**907 500**	903 167
	1 005 846	1 001 513
300 240 actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu du régime d'unités d'actions incitatives (206 708 au 31 août 2013)	**(14 043)**	(8 840)
	991 803	992 673

Au cours des trois premiers mois de l'exercice 2014, les actions subalternes à droit de vote ont évolué comme suit :

	Nombre d'actions	**Montant**
		$
Solde au 31 août 2013	**33 205 623**	**903 167**
Actions émises contre espèces en vertu du régime d'options sur actions	**106 018**	**3 323**
Charge de rémunération comptabilisée précédemment à la réserve de rémunération fondée sur des actions pour les options exercées	**—**	**1 010**
Solde au 30 novembre 2013	**33 311 641**	**907 500**

Au cours des trois premiers mois de l'exercice 2014, les actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu du régime d'unités d'actions incitatives ont évolué comme suit :

	Nombre d'actions	**Montant**
		$
Solde au 31 août 2013	**206 708**	**8 840**
Actions subalternes à droit de vote acquises	**137 416**	**6 934**
Actions subalternes à droit de vote distribuées aux employés	**(43 884)**	**(1 731)**
Solde au 30 novembre 2013	**300 240**	**14 043**

C) DIVIDENDES

Pour la période de trois mois close le 30 novembre 2013, un dividende 0,30 $ l'action a été versé aux porteurs d'actions subalternes à droit de vote et d'actions à droits de vote multiples, pour un total de 14,6 millions $, comparativement à un dividende de 0,26 $ l'action, ou 12,7 millions $, pour la période de trois mois close le 30 novembre 2012.

D) RÉGIMES DE RÉMUNÉRATION FONDÉE SUR DES ACTIONS

La Société offre à certains dirigeants un régime d'options sur actions qui est décrit dans les états financiers consolidés annuels de la Société. Au cours de la période de trois mois close le 30 novembre 2013, la Société a attribué 311 050 options sur actions (119 215 en 2012) à un prix d'exercice de 50,10 $ (38,16 $ en 2012), dont 83 650 options sur actions (69 615 en 2012) ont été attribuées à des hauts dirigeants de COGECO inc. qui sont aussi des hauts dirigeants de Cogeco Câble inc. Les droits de ces options sont acquis par tranches égales sur une période de cinq ans débutant l'année suivant le jour de la date de l'attribution des options et sont exerçables sur une période de dix ans. Pour la période de trois mois close le 30 novembre 2013, la Société a facturé un montant de 94 000 $ (90 000 $ en 2012) à COGECO inc. relativement aux options de la Société attribuées aux hauts dirigeants de COGECO inc. En conséquence, une charge de rémunération de 137 000 $ (82 000 $ en 2012) a été comptabilisée pour la période de trois mois close le 30 novembre 2013.

La juste valeur moyenne pondérée des options attribuées au cours de la période de trois mois close le 30 novembre 2013 était de 10,55 $ (7,01 $ en 2012) par option. La juste valeur moyenne pondérée des options attribuées a été estimée à la date d'attribution, pour les fins de détermination de la charge de rémunération fondée sur des actions au moyen du modèle d'évaluation des options de Black et Scholes en fonction des hypothèses suivantes :

	2013	2012
	%	%
Taux de dividende attendu	**2,05**	2,66
Volatilité attendue	**24,87**	26,72
Taux d'intérêt sans risque	**1,87**	1,32
Durée prévue (en années)	**8,3**	5,0

En vertu du régime d'options sur actions, les options suivantes ont été attribuées par la Société et étaient en circulation au 30 novembre 2013:

	Options	**Prix d'exercice moyen pondéré**
		$
En circulation au 31 août 2013	**725 093**	**37,14**
Attribuées	**311 050**	**50,10**
Exercées[(1)]	**(106 018)**	**31,33**
Annulées	**(31 604)**	**41,14**
En circulation au 30 novembre 2013	**898 521**	**42,17**
Pouvant être exercées au 30 novembre 2013	**338 767**	**35,52**

(1) Pour les options sur actions exercées pendant la période, le prix moyen pondéré de l'action était de 49,94 $.

La Société offre également un régime d'unités d'actions incitatives à l'intention de ses hauts dirigeants et de certains employés désignés, qui est décrit dans les états financiers consolidés annuels de la Société. Au cours de la période de trois mois close le 30 novembre 2013, la Société a attribué 134 516 (58 059 en 2012) unités d'actions incitatives, dont 12 450 (12 005 en 2012) unités d'actions incitatives ont été attribuées à des hauts dirigeants de COGECO inc. qui sont aussi des hauts dirigeants de Cogeco Câble inc. La Société établit la valeur de la rémunération liée aux unités d'actions incitatives attribuées en fonction de la juste valeur des actions subalternes à droit de vote de la Société à la date d'attribution, et une charge de rémunération est comptabilisée sur le délai d'acquisition des droits, soit trois ans moins un jour. Une fiducie a été crée pour acquérir ces actions sur le marché boursier afin de se couvrir contre les fluctuations du prix de l'action. La Société a instruit le fiduciaire d'acheter 137 416 (58 059 en 2012) actions subalternes à droit de vote de la Société sur le marché boursier. Ces actions ont été achetées pour une contrepartie en trésorerie totalisant 6 934 000 $ (2 222 000 $ en 2012) et sont détenues en fiducie à l'intention des participants jusqu'à ce que les droits rattachés soient complètement acquis. Cette fiducie, considérée comme une entité ad hoc, est consolidée dans les états financiers consolidés de la Société, et la valeur des actions acquises est présentée en diminution du capital social à titre d'actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu du régime d'unités d'actions incitatives. Une charge de rémunération de 941 000 $ (417 000 $ en 2012) a été comptabilisée au cours de la période de trois mois close le 30 novembre 2013 relativement à ce régime. Au cours de la période de trois mois close le 30 novembre 2013, la Société a facturé un montant de 199 000 $ (107 000 $ en 2012) à COGECO inc. relativement aux unités d'actions incitatives de la Société attribuées aux hauts dirigeants de COGECO inc.

En vertu du régime d'unités d'actions incitatives, les unités d'actions incitatives suivantes ont été attribuées par la Société et étaient en circulation au 30 novembre 2013:

En circulation au 31 août 2013	**209 608**
Attribuées	**134 516**
Distribuées	**(43 884)**
En circulation au 30 novembre 2013	**300 240**

La Société offre aux membres du conseil d'administration un régime d'unités d'actions différées qui est décrit dans les états financiers consolidés annuels de la Société. Pour les périodes de trois mois closes les 30 novembre 2013 et 2012, la Société n'a émise aucune unité d'action différée aux participants en rapport avec le régime d'unités d'actions différées. Une charge de rémunération de 69 000 $ (103 000 $ en 2012) a été comptabilisée pour la période de trois mois close le 30 novembre 2013 pour l'augmentation du passif, relativement à ce régime.

En vertu du régime d'unités d'actions différées, les unités d'actions différées suivantes ont été émises par la Société et étaient en circulation au 30 novembre 2013:

En circulation au 31 août 2013	**23 745**
Équivalents de dividendes	**149**
En circulation au 30 novembre 2013	**23 894**

12. CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL

	Réserve de converture de flux de trésorerie	Écarts de change	Total
	$	$	$
Solde au 31 août 2012	3 105	—	3 105
Autres éléments de la perte globale	(498)	—	(498)
Solde au 30 novembre 2012	2 607	—	2 607
Solde au 31 août 2013	**2 608**	**17 646**	**20 254**
Autres éléments du bénéfice (de la perte) global(e)	**(657)**	**4 564**	**3 907**
Solde au 30 novembre 2013	**1 951**	**22 210**	**24 161**

13. TABLEAUX DES FLUX DE TRÉSORERIE

VARIATIONS DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES SANS EFFET DE TRÉSORERIE

	Trois mois clos les 30 novembre	
	2013	2012
	$	$
Créances clients et autres débiteurs	**(1 322)**	2 240
Charges payées d'avance et autres	**(4 825)**	956
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	**(84 177)**	(86 239)
Provisions	**2 236**	(1 391)
Produits différés et perçus d'avance et autres passifs	**1 384**	3 321
	(86 704)	(81 113)

14. AVANTAGES DU PERSONNEL

La Société et la plupart de ses filiales offrent à leurs employés soit des régimes de retraite contributifs à prestations déterminées, des régimes de retraite à cotisations déterminées ou des régimes enregistrés d'épargne-retraite collectifs qui sont décrits dans les états financiers consolidés annuels de la Société.

La charge totale liée à ces régimes s'exprime comme suit :

	Trois mois clos les 30 novembre	
	2013	2012
	$	$
		(retraité, note 2)
Comptabilisée dans les éléments suivants:		
Charges opérationnelles		
Coûts des services rendus au cours de la période		
Salaires, avantages du personnel et services impartis	**2 145**	1 963
Charges financières		
Autre	**67**	114
	2 212	2 077

15. INSTRUMENTS FINANCIERS

A) GESTION DU RISQUE FINANCIER

La direction a pour objectif de protéger Cogeco Câble inc. et ses filiales contre les risques économiques importants et la variabilité des résultats, et contre certains risques financiers, notamment le risque de crédit, le risque de liquidité, le risque de taux d'intérêt et le risque de change.

Risque de crédit

Le risque de crédit représente le risque de perte financière que la Société pourrait subir si un client ou une contrepartie à un actif financier ne s'acquittait pas de ses obligations contractuelles. La Société est exposée au risque de crédit lié aux instruments financiers dérivés, à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie et aux créances clients, dont l'exposition maximale est représentée par leurs valeurs comptables présentées dans l'état de la situation financière.

Le risque de crédit lié aux instruments financiers dérivés découle de la possibilité que les contreparties aux conventions d'échange de devises croisées et aux conventions d'échange de taux d'intérêt manquent à leurs obligations lorsque la juste valeur de ces conventions est favorable à la Société. La Société atténue ce risque en concluant des opérations avec des institutions financières dont la cote de crédit est égale ou supérieure à sa propre cote de crédit. La Société évalue la solvabilité des contreparties afin de réduire le risque de défaillance des contreparties dans le cadre de ces conventions. Au 30 novembre 2013, la direction est d'avis que le risque de crédit lié à ses instruments financiers dérivés était minimal, étant donné que la cote de crédit la plus faible des contreparties à ces conventions est « A » selon les services de cote de *Standard & Poor* (« S&P ») et « AA (faible) » selon *Dominion Bond Rating Services* (« DBRS »).

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent principalement des placements à court terme très liquides comme des fonds de marché monétaire. La Société a déposé la trésorerie et les équivalents de trésorerie auprès d'institutions financières de bonne réputation et la direction juge ainsi que le risque de perte est négligeable. Au 30 novembre 2013, la direction est d'avis que le risque de crédit pour ses investissements à court terme était minimal, étant donné que la cote de crédit de ces instruments est de « A-1+ » selon S&P.

La Société est également exposée au risque de crédit relativement à ses créances clients. Pour réduire ce risque, la Société assure un suivi constant de la situation financière de ses clients et examine le dossier de crédit et la solvabilité de chaque nouveau client important. Aux 30 novembre 2013 et 31 août 2013, aucun client n'avait de solde représentant une part importante des créances clients consolidées de la Société. La Société établit une provision pour créances douteuses en fonction du risque de crédit propre à chacun de ses clients en examinant des facteurs tels que le nombre de jours de retard sur le solde dû par le client, de même que l'historique de recouvrement du client. La Société est d'avis que sa provision pour créances douteuses suffit à couvrir le risque de crédit connexe auquel elle est exposée. La Société dispose de politiques en matière de crédit et a mis en place divers contrôles du crédit, notamment des vérifications de crédit, des avances et une facturation anticipée, et elle a établi des procédures afin de suspendre les services lorsque les clients ont atteint leur limite de crédit ou n'ont pas respecté les modalités de paiement établies. Puisque la clientèle de la Société est nombreuse et diversifiée et qu'elle est répartie dans ses territoires au Canada, aux États-Unis et en Europe, la concentration du risque de crédit n'est pas considérable.

Le tableau suivant détaille le solde des créances clients et autres débiteurs, déduction faite de la provision pour créances douteuses :

	30 novembre 2013	31 août 2013
	$	$
Créances clients	**83 810**	82 292
Provision pour créances douteuses	**(4 973)**	(3 322)
	78 837	78 970
Autres débiteurs	**9 704**	8 015
	88 541	86 985

Les comptes clients en souffrance sont définis comme les montants impayés au-delà des modalités habituelles de crédit pour les clients concernés. Une portion importante des clients de la Société est facturée et paie avant que le service ne soit rendu. La Société considère les montants impayés à la date due comme comptes clients échus. Le tableau suivant détaille les soldes des créances clients échues de la Société, déduction faite de la provision pour créances douteuses aux 30 novembre 2013 et 31 août 2013:

	30 novembre 2013	31 août 2013
	$	$
Moins de 60 jours échus	**25 815**	29 546
60 à 90 jours échus	**975**	1 626
Plus de 90 jours échus	**3 341**	1 732
	30 131	32 904

Risque de liquidité

Le risque de liquidité se définit comme le risque que la Société soit incapable de respecter ses obligations financières à leur échéance. La Société gère le risque de liquidité grâce à la gestion de sa structure du capital et à l'accès à différents marchés financiers. Elle gère également le risque de liquidité en assurant un suivi constant des flux de trésorerie réels et prévus afin de s'assurer qu'elle possède assez de liquidités pour satisfaire à ses obligations à leur échéance. Au 30 novembre 2013, le montant disponible en vertu du crédit à terme renouvelable de la Société s'établissait à 191,4 millions $. La direction est d'avis que le crédit à terme renouvelable engagé, jusqu'à son échéance en janvier 2019, fournira des liquidités suffisantes pour gérer les échéances de sa dette à long terme et permettra de combler les besoins en fonds de roulement. Deux filiales de la Société bénéficient également d'une facilité de crédit renouvelable de 100 millions $ US reliée à son acquisition d'Atlantic Broadband, dont 84,4 millions $ US (79,4 millions $) était disponisble au 30 novembre 2013.

Le tableau suivant résume les échéances contractuelles des passifs financiers et les montants en capital connexes :

		Flux de trésorerie contractuels						
	Valeur comptable $	2014 $	2015 $	2016 $	2017 $	2018 $	Par la suite $	Total $
Endettement bancaire	**8 991**	**8 991**	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**8 991**
Dettes fournisseurs et autres créditeurs[1]	**147 302**	**147 302**	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**147 302**
Dette à long terme[2]	**2 944 675**	**12 903**	**26 762**	**235 552**	**35 046**	**235 193**	**2 434 840**	**2 980 296**
Instruments financiers dérivés	**(1 952)**	**—**	**—**	**95**	**—**	**—**	**—**	**95**
Contrats de location--financement[3]	**1 765**	**1 343**	**462**	**—**	**—**	**—**	**—**	**1 805**
	3 100 781	**170 539**	**27 224**	**235 647**	**35 046**	**235 193**	**2 434 840**	**3 138 489**

(1) Excluant les intérêts courus.
(2) Montant en capital excluant les contrats de location-financement.
(3) Incluant les intérêts.

Le tableau suivant résume les intérêts payables sur la dette à long terme (excluant les intérêts sur les contrats de location-financement) qui sont dus au cours des cinq prochains exercices financiers et par la suite, en fonction du capital et des taux d'intérêt en vigueur des dettes existantes en date du 30 novembre 2013 et de leurs échéances respectives :

	2014	2015	2016	2017	2018	Par la suite	Total
	$	$	$	$	$	$	$
Paiements d'intérêts sur la dette à long terme	**79 443**	**121 285**	**113 388**	**105 396**	**102 379**	**260 368**	**782 259**
Encaissements d'intérêts sur les instruments financiers dérivés	**(7 267)**	**(14 375)**	**(7 062)**	**—**	**—**	**—**	**(28 704)**
Paiements d'intérêts sur les instruments financiers dérivés	**7 938**	**15 385**	**7 307**	**—**	**—**	**—**	**30 630**
	80 114	**122 295**	**113 633**	**105 396**	**102 379**	**260 368**	**784 185**

Risque de taux d'intérêt

La Société est exposée au risque de taux d'intérêt relativement à des instruments à taux fixe et à des instruments à taux variable. Les fluctuations des taux d'intérêt auront une incidence sur l'évaluation, le recouvrement et le remboursement de ces instruments. Au 30 novembre 2013, la totalité de la dette à long terme de la Société portait intérêt à taux fixe, à l'exception du crédit à terme renouvelable et des facilités de crédit de premier rang de la Société. Pour mitiger ce risque, la Société a conclu le 22 juillet 2013 des conventions d'échange de taux d'intérêt afin de fixer le taux d'intérêt sur 200 millions $ US de ses prêts LIBOR. Ces conventions ont pour effet de convertir le taux variable LIBOR à un taux moyen fixe de 0,39625% de son crédit à terme renouvelable jusqu'au 25 juillet 2015. La Société a choisi d'appliquer la comptabilité de couverture des flux de trésorerie pour ces instruments financiers dérivés. La sensibilité de la charge financière annuelle de la Société à l'égard d'une variation de 1% du taux d'intérêt applicable à ces facilités est d'approximativement 7,8 millions $ en fonction de la dette existante au 30 novembre 2013.

Risque de change

La Société est exposée au risque de change relativement à sa dette à long terme libellée en dollars américains qui n'est pas désignée comme instrument de couverture sur ses investissements en dollars US. Afin de réduire ce risque, la Société a établi des lignes directrices selon lesquelles des conventions d'échange de devises peuvent être utilisées pour établir les taux de change applicables à sa dette à long terme libellée en dollars américains. Toutes ces conventions sont utilisées exclusivement à des fins de couverture. Par conséquent, le 2 octobre 2008, la Société a conclu des conventions d'échange de devises croisées en vue de fixer les paiements d'intérêt et de capital sur les billets garantis de premier rang, série A, de 190 millions $ US émis le 1er octobre 2008. Ces conventions ont eu pour effet de convertir le taux nominal annuel américain de 7,00 % en taux d'intérêt annuel moyen de 7,24 % en dollars canadiens. Le taux de change applicable au capital de la dette a été fixé à 1,0625 $. La Société a choisi d'appliquer la comptabilité de couverture des flux de trésorerie pour ces instruments financiers dérivés. L'incidence d'une variation de 10% du taux de change pour la conversion du dollar américain et de la livre sterling ferait varier les charges financières d'approximativement 5,7 millions $ en fonction de la dette existante au 30 novembre 2013.

La Société est aussi exposée au risque de change en raison de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, de l'endettement bancaire et des dettes fournisseurs et autres créditeurs et provisions libellés en dollars américains, en euros ou en livres sterling. La Société est exposée au risque de change comme suit :

	30 novembre 2013			31 août 2013		
	Dollar américain	**Euro**	**Livre sterling**	Dollar américain	Euro	Livre sterling
	$	**$**	**$**	$	$	$
Actifs (passifs) financiers						
Trésorerie et équivalents de trésorerie	**—**	**1 069**	**274**	7 394	1 171	257
Endettement bancaire	**(5)**	**—**	**—**	—	—	—
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	**(8 176)**	**(7 188)**	**—**	(16 554)	(6 933)	—
	(8 181)	**(6 119)**	**274**	(9 160)	(5 762)	257

Compte tenu de la nature à court terme de ces éléments, le risque lié aux fluctuations des taux de change est généralement négligeable. L'incidence d'une variation de 10 % des taux de change (dollar américain, euro et livre sterling) ferait varier les charges financières d'approximativement 1,4 million de $.

De plus, les investissements nets de la Société dans des établissements à l'étranger sont exposés au risque de marché imputable aux fluctuations du taux de change, principalement en ce qui a trait aux variations de la valeur du dollar canadien par rapport au dollar américain et à la livre sterling. Ce risque est réduit puisque la majeure partie des prix d'achats d'Atlantic Broadband et de PEER 1 ont été empruntés directement en dollars américains et en livres sterling. Au 30 novembre 2013, l'investissement net pour Atlantic Broadband et PEER 1 s'élevait à 1,1 milliard $ US et à 70,7 millions £, alors que la dette à long terme couvrant ces investissements nets s'élevait 853,0 millions

$ US et à 56,7 millions £. Le taux de change utilisé pour convertir en dollars canadiens les montants des comptes de l'état de la situation financière libellés en dollars américains et en livres sterling au 30 novembre 2013 était à 1,0620 $ le dollar américain et à 1,7383 $ la livre sterling. L'incidence d'une variation de 10 % du taux de change pour la conversion du dollar américain et de la livre sterling en dollar canadien ferait varier les autres éléments du résultat étendu d'approximativement 27,3 millions $.

Juste valeur des instruments financiers

La juste valeur est le montant auquel des parties consentantes accepteraient d'échanger un instrument financier, déterminé en fonction du marché actuel pour des instruments présentant les mêmes risques, le même capital et la même durée restante. Les estimations de la juste valeur sont faites à un moment précis, en actualisant les flux de trésorerie prévus aux taux de dettes ayant les mêmes échéances et conditions. De par leur nature, elles sont subjectives et comportent des incertitudes et des éléments pour lesquels le jugement joue un rôle important et, par conséquent, elles ne peuvent être établies avec précision. En outre, l'impôt sur le résultat et les autres charges qui seraient engagés à la cession de ces instruments financiers ne sont pas pris en compte dans la juste valeur. Par conséquent, la juste valeur ne correspond pas nécessairement au montant net qui serait réalisé si ces instruments étaient réglés. La Société a déterminé la juste valeur de ses instruments financiers comme suit :

a) La valeur comptable de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des créances clients et autres débiteurs, de l'endettement bancaire et des dettes fournisseurs et autres créditeurs se rapproche de la juste valeur à cause de l'échéance à court terme de ces instruments financiers.

b) Les taux d'intérêt rattachés au crédit à terme renouvelable et aux facilités de crédit de premier rang de la Société sont basés sur le taux des acceptations bancaires, le LIBOR, l'EURIBOR, le taux préférentiel ou le taux de base sur les prêts en dollars américains ou en livres sterling, plus la marge applicable. Conséquemment, la valeur comptable de ces facilités représente une estimation raisonnable de la juste valeur étant donné que ces facilités comportent des conditions similaires à celles qui sont actuellement disponibles pour la Société.

c) La juste valeur des débentures garanties de premier rang séries 2, 3 et 4, des billets garantis de premier rang séries A et B, des billets garantis de premier rang, des billets non garantis de premier rang et de la débenture non garantie de premier rang est basée sur la valeur de marché actuelle d'instruments financiers semblables.

d) La juste valeur des contrats de location-financement n'est pas significativement différente de leur valeur comptable.

La valeur comptable de tous les instruments financiers de la Société correspond approximativement à leur juste valeur, à moins d'indication contraire dans le tableau suivant :

	30 novembre 2013		31 août 2013	
	Valeur comptable	**Juste valeur**	Valeur comptable	Juste valeur
	$	**$**	$	$
Dette à long terme	**2 946 440**	**3 007 589**	2 892 265	2 932 422

Tous les instruments financiers comptabilisés à la juste valeur dans l'état consolidé de la situation financière doivent être classés à l'intérieur de trois niveaux de hiérarchie de juste valeur, qui sont :

- Niveau 1 : prix cotés (non rajustés) sur des marchés actifs pour des actifs ou passifs identiques;
- Niveau 2 : données autres que les prix cotés visés au niveau 1 qui sont observables pour l'actif ou le passif, directement (à savoir des prix) ou indirectement (à savoir des dérivés de prix); et
- Niveau 3 : données pour l'actif ou le passif qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables (données non observables).

La Société considère que ses instruments financiers dérivés sont classés au niveau 2 selon la hiérarchie de juste valeur. La juste valeur des instruments financiers dérivés est estimée en utilisant des modèles d'évaluation qui reflètent les flux de trésorerie futurs sur la durée contractuelle des instruments financiers dérivés et des données de marché observables, comme des courbes de taux d'intérêt ou de taux de conversion de devises.

B) GESTION DU CAPITAL

En matière de gestion du capital, la Société a pour objectif de s'assurer qu'elle dispose de liquidités suffisantes pour combler les besoins de capitaux de ses diverses entreprises, y compris pour saisir les occasions de croissance. La Société gère la structure de son capital et fait des ajustements en fonction de la conjoncture économique générale, des risques inhérents aux actifs sous-jacents et de ses besoins en fonds de roulement. La gestion de la structure du capital comprend l'émission de nouveaux titres d'emprunts, le remboursement des emprunts existants au moyen des flux de trésorerie provenant des opérations et le niveau des distributions aux actionnaires.

La structure du capital de la Société comprend les capitaux propres, la trésorerie et les équivalents de trésorerie, l'endettement bancaire, la dette à long terme et les actifs ou passifs liés aux instruments financiers dérivés.

Les dispositions relatives aux ententes de financement prévoient des limites quant aux opérations et aux activités de la Société. De façon générale, les plus importantes restrictions visent les investissements autorisés, le versement de dividendes sur les actions à droits de vote multiples et sur les actions subalternes à droit de vote, ainsi que le maintien de certains ratios financiers principalement en ce qui a trait au bénéfice opérationnel avant amortissements, aux charges financières et au total de l'endettement. Aux 30 novembre 2013 et 31 août 2013, la Société se conformait à toutes les clauses restrictives et n'était assujettie à aucune autre exigence extérieure en matière de capital.

Le tableau suivant résume certains des principaux ratios servant à assurer le suivi et la gestion de la structure du capital de la Société :

	30 novembre 2013	31 août 2013
Endettement net de premier rang[1][2] / bénéfice opérationnel avant amortissements[3]	**2,6**	2,6
Endettement net[2][4] / bénéfice opérationnel avant amortissements[3]	**3,4**	3,4
Bénéfice opérationnel avant amortissements[3] / charges financières[3]	**5,8**	6,2

(1) L'endettement net de premier rang est défini comme le total de l'endettement bancaire, des paiements en capital sur la dette à long terme et des obligations en vertu des instruments financiers dérivés, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie et des paiements en capital sur la débenture non garantie de premier rang et les billets non garantis de premier rang.
(2) Excluant la trésorerie et équivalents de trésorerie d'Atlantic Broadband ainsi que les facilités de crédit de premier rang sans recours.
(3) Calcul fondé sur le bénéfice opérationnel avant amortissements et sur les charges financières pour les périodes de douze mois closes le 30 novembre 2013 et 31 août 2013 excluant Atlantic Broadband et incluant les résultat de PEER 1 pour la période de dix mois close le 30 novembre 2013 et la période de sept mois close le 31 août 2013.
(4) L'endettement net se définit comme le total de l'endettement bancaire, des paiements en capital sur la dette à long terme et des obligations en vertu des instruments financiers dérivés, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie.

STATISTIQUES SUR LES CLIENTS

	30 novembre 2013	31 août 2013	31 mai 2013	28 février 2013	30 novembre 2012
Unités de service primaire[1]	**2 464 932**	2 467 657	2 481 017	2 482 096	2 476 022
CANADA	**1 975 502**	1 980 122	1 992 143	1 993 156	1 990 842
ÉTATS-UNIS	**489 430**	487 535	488 874	488 940	485 180
Clients du service de Télévision	**1 057 859**	1 066 952	1 079 285	1 087 692	1 098 352
CANADA	**827 649**	834 771	845 344	852 707	861 039
Pénétration en pourcentage des foyers câblés	**49,3 %**	49,9 %	50,7 %	51,4 %	52,1 %
ÉTATS-UNIS	**230 210**	232 181	233 941	234 985	237 313
Pénétration en pourcentage des foyers câblés	**44,5 %**	44,9 %	45,3 %	45,5 %	46,0 %
Clients du service de Télévision numérique	**921 742**	924 479	924 155	922 703	922 576
CANADA	**777 584**	781 386	779 950	778 728	780 724
Pénétration en pourcentage des foyers câblés	**46,3 %**	46,7 %	46,8 %	46,9 %	47,2 %
ÉTATS-UNIS	**144 158**	143 093	144 205	143 975	141 852
Pénétration en pourcentage des foyers câblés	**27,9 %**	27,7 %	27,9 %	27,9 %	27,5 %
Clients du service de Télévision analogique	**136 117**	142 473	155 130	164 989	175 776
CANADA	**50 065**	53 385	65 394	73 979	80 315
Pénétration en pourcentage des foyers câblés	**3,0 %**	3,2 %	3,9 %	4,5 %	4,9 %
ÉTATS-UNIS	**86 052**	89 088	89 736	91 010	95 461
Pénétration en pourcentage des foyers câblés	**16,6 %**	17,2 %	17,4 %	17,6 %	18,5 %
Clients du service d'Internet haute vitesse	**848 897**	838 445	837 348	832 745	821 561
CANADA	**668 257**	661 337	661 178	657 766	652 008
Pénétration en pourcentage des foyers câblés	**39,8 %**	39,5 %	39,7 %	39,6 %	39,4 %
ÉTATS-UNIS	**180 640**	177 108	176 170	174 979	169 553
Pénétration en pourcentage des foyers câblés	**34,9 %**	34,3 %	34,1 %	33,9 %	32,9 %
Clients du service de Téléphonie	**558 176**	562 260	564 384	561 659	556 109
CANADA	**479 596**	484 014	485 621	482 683	477 795
Pénétration en pourcentage des foyers câblés	**28,6 %**	28,9 %	29,1 %	29,1 %	28,9 %
ÉTATS-UNIS	**78 580**	78 246	78 763	78 976	78 314
Pénétration en pourcentage des foyers câblés	**15,2 %**	15,1 %	15,2 %	15,3 %	15,2 %

(1) Représente la somme des clients des services de Télévision, d'Internet haute vitesse (« IHV ») et de Téléphonie.